

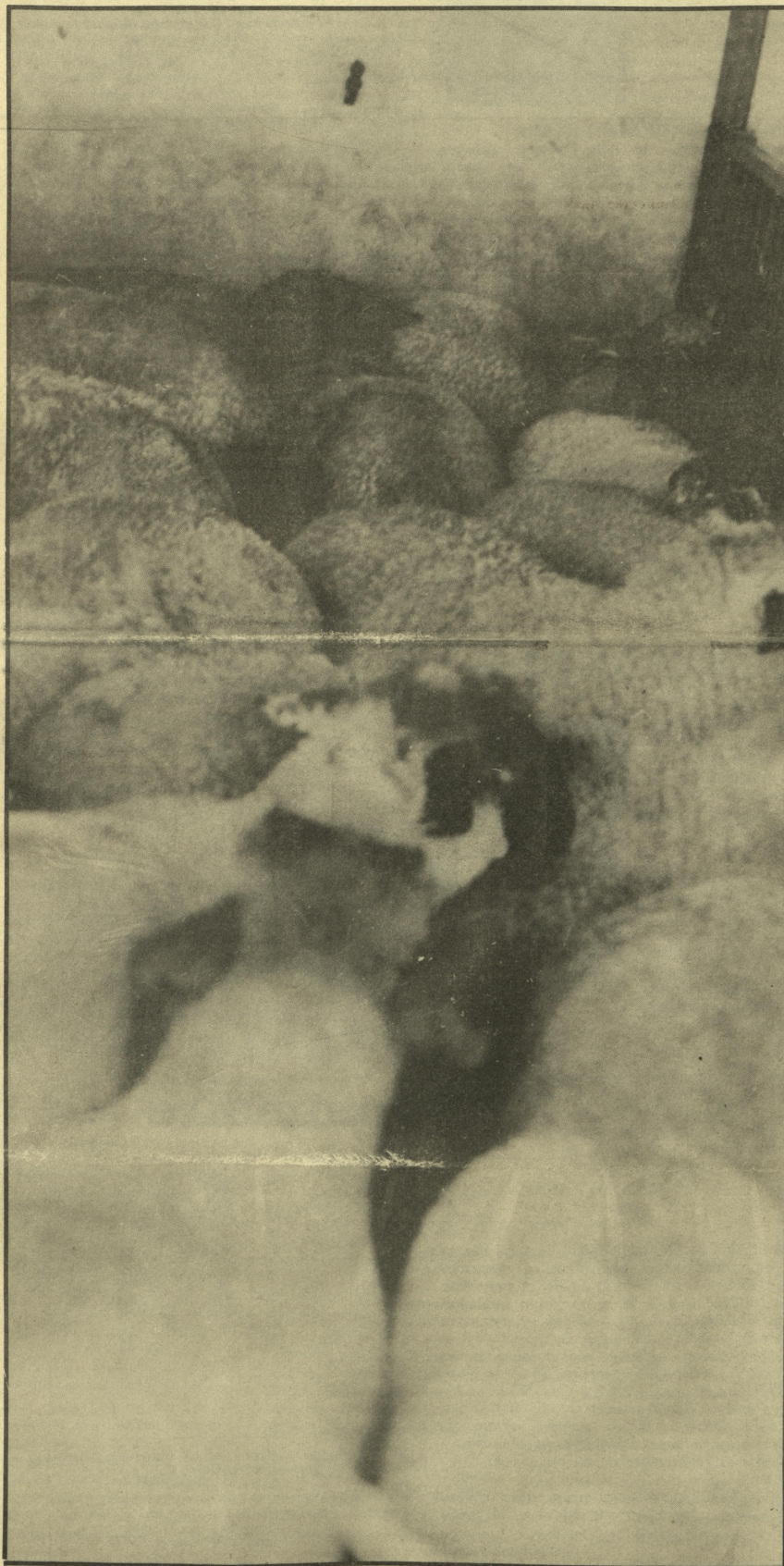


le monde
libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°558 JEUDI 17 JANVIER 1985 8,00 F



«L'ARMÉE
 FERA
 DE TOI
 UN
 HOMME!»

aujourd'hui
 insoumis
 demain
 déserteur

Editorial

A l'heure des négociations Shultz-Gromyko sur la militarisation de l'espace, on peut constater que la militarisation de tous les espaces de la société va bon train. Aux Etats-Unis, chaque matin, dans les écoles, on salue les couleurs en écoutant l'hymne national. En U.R.S.S., la militarisation tue déjà : plusieurs centaines de personnes auraient péri dans l'explosion d'une usine souterraine travaillant pour l'industrie de la défense. Oui, le terrorisme des Etats est un fait, et nous sommes les otages de ces fous se menaçant mutuellement du cataclysme nucléaire.

En France même, le poison militariste fait des ravages, enserrant toute la société dans ses filets. Le gouvernement socialiste s'est bien gardé d'abroger les ordonnances de 1959, qui peuvent transformer, du jour au lendemain, chaque travailleur en affecté de défense (c'est-à-dire en militaire) et militariser tous les secteurs de la société. Bien au contraire, une série de protocoles d'accord ont institué une symbiose permanente entre l'armée et divers ministères : Education nationale, Culture, Jeunesse et Sports, etc.

Le combat antimilitariste reste donc toujours à l'ordre du jour ; sans oublier que l'armée n'est qu'une pièce du mécanisme que nous voulons détruire et qui a pour nom : Etat. Nos anciens le savaient, eux qui déclaraient : « Dans chaque grève, l'armée est pour le patronat ; dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nations ou coloniale, la classe ouvrière est dupe et sacrifiée au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise. » (Congrès d'Amiens de la C.G.T., 13 septembre 1906.)

Oui, « la propagande antimilitariste et antipatriotique doit devenir toujours plus intense et toujours plus audacieuse » ; c'est pour cela que nous, anarchistes, qui n'avons pas renié nos objectifs, participons à toutes les luttes réellement antimilitaristes, que ce soient celles des objecteurs-insoumis, des insoumis totaux ou d'autres. A bas la Patrie, vive l'Humanité, enfin débarrassée de toutes les exploitations capitalistes.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

communiqués

• TOURS

Le groupe Maurice-Fayolle de Tours tient une permanence tous les mercredis (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres, au cours d'une table de presse. De plus, nous rappelons qu'une vente du *Monde libertaire* est assurée tous les samedis de 15 h à 17 h, rue de Bordeaux (rue piétonne).

Pour contacter le groupe, écrire à : F.A., B.P. 2114, 37021 Tours cedex.

• VITRY/VILLEJUIF

Une liaison de la F.A. assure deux ventes du *Monde libertaire* chaque semaine : Vitry, marché de la place de l'Église, de 10 h 30 à 12 h, tous les samedis matin ; et à Villejuif, marché Romain-Rolland, de 10 h 30 à 12 h, tous les samedis matin.

• SAINT-BRIEUC

Une liaison de la F.A. vient de se créer sur Saint-Brieuc. Une permanence est tenue tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du *Monde libertaire*. Nous invitons les libertaires et les personnes intéressées à venir nous rencontrer, ou bien à écrire aux Relations intérieures qui nous mettront.

débats

• CHELLES

Yves Machelard (naturopathe) animera une soirée sur les médecines douces le samedi 19 janvier à 20 h 30, au local du groupe Sacco et Vanzetti, 1 bis, avenue Emile, 77500 Chelles (près de la gare).
Le thème abordé sera : « La guérison ou la santé : une autre qualité de vie ».

• GIF-SUR-YVETTE

Le groupe Emile-Pouget invite les lecteurs du M.L. de la région à participer aux réunions de sympathisants qu'il organise le 4^e mercredi de chaque mois, à 20 h, salle de l'Orangerie (face à la mairie), Gif-sur-Yvette.

• PARIS

Le groupe Louise-Michel organise vendredi 18 janvier, au local du groupe, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e, une réunion-débat sur le thème « Les transports : le rôle du service public », avec *Voie libre* et l'association T.G.V.

• BORDEAUX

Le groupe Durruti projectera le mardi 29 janvier, à partir de 21 h, au 7, rue du Muguet, un film : « May Picqueray, portrait d'une anarchiste ».
Ce film sera suivi d'un débat.

éditions

• AFFICHE

Cette affiche est disponible à la librairie du Monde libertaire. Format : 54,7 x 42,5 cm. Son prix : 0,70 F l'unité à partir de 10 exemplaires, 5 F l'unité au-dessous. Faites connaître votre radio, elle a besoin de tous pour vivre !



• CASSETTES RADIO-LIBERTAIRE

Les premières cassettes de Radio-Libertaire sont disponibles ! Cinq cassettes réalisées les 17, 24, 31 octobre et 7 et 12 novembre derniers avec Henri Laborit, le biologiste des comportements, l'inventeur du tranquillisant, de l'anesthésie moderne, de l'hibernation artificielle... Cinq émissions d'une heure trente chacune, autour de quelques uns des ouvrages de généralisation de Henri Laborit : *L'Homme et la Ville (I)*, *La Nouvelle Grille (II)*, *Eloge de la Fuite (III)*, *Copernic n'y a pas changé grand-chose (IV)* et *La Colombe assassinée (V)*. Pensez-y pour les fêtes, ou mieux, faites-les vous offrir !

Cinq cassettes (de I à V), 90 mm, 60 F l'unité (50 F aux porteurs de la carte R.-L.), 250 F la série de cinq. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèques à l'ordre de D.M.C.).

• « VOIE LIBRE »

Le quatrième numéro de *Voie libre*, organe anarcho-sindicaliste des transports vient de paraître. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 6 F. Prix de l'abonnement pour 10 numéros : 50 F. Abonnement de soutien à partir de 80 F. Faites parvenir vos demandes d'abonnement ou vos articles à l'attention de *Voie libre*, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Libellez vos chèques à l'ordre de Gerot, C.C.P. n° 06 560 85 S 020 Paris.

communiqués

• CHELLES

Le samedi 2 février 1985, à 20 h, au Centre culturel de chelles (place des Martyrs-de-la-Résistance), le groupe Sacco-Vanzetti organise un gala de soutien avec Leny Escudero. Prix des places : 60 F, 50 F pour les auditeurs porteurs de la carte R.-L. ; en vente à la librairie du Monde libertaire, au local de la C.N.T. (33, rue des Vignolles, Paris 20^e), ou au local du groupe (1 bis, avenue Emile, 77500 Chelles) le dimanche de 10 h à 12 h.

• LAVAL

La liaison F.A. de Laval organise un colloque-débat sur « Quel syndicalisme face à la crise » le jeudi 31 janvier à 20 h 30 au F.J.T. (102, rue du Pont-de-Mayenne, 1^{ère} salle à droite, rez-de-chaussée). Une table de presse est prévue.



liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

• GROUPES :

Ainse : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes maritimes : Niçoise — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Calvados : Caen — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (2 groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Rhône : Lyon — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans (2 groupes) — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen, Dieppe — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS :

Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Côtes-du-Nord : Lamballe — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Evreux, Routot — Eure-et-Loir : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Le Caylar/Lo-dève, Montpellier — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Maine-et-Loire : Saumur — Mayenne : Laval — Meurthe-et-Moselle : Nancy — Nord : Valenciennes — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtelleraut, Poitiers — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

• RÉGION PARISIENNE :

• GROUPES :

Paris : seize groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e. Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse/Rambouillet, Corbeil — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Epinay-sur-Seine, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Cergy-Pontoise.

DERNIÈRE MINUTE

La fête qu'organisait le groupe Eugène-Varlin de la Fédération anarchiste dans le 15^e arrondissement de Paris, pour clôturer son programme de cours, s'est mal terminée. Alors que le bal battait son plein, une dizaine de militants d'extrême droite ont attaqué la salle.

Vêtus de treillis militaires, rangers, crânes rasés, drapeau français en avant, armés de bombes lacrymogènes, de chaînes et de bouteilles ; ils ont tenté de pénétrer dans la salle, aux cris de « Ordre nouveau vaincra ! », « Anarchistes = sales juifs » et autres slogans aussi « politiques ». Le public les a repoussés et, au cours de l'échaffourée, deux de nos camarades ont été blessés. Avant de partir, les fascistes ont démolis tous les carreaux à coups de pavés et de bouteilles. (Notons que les flics sont intervenus très tardivement.)

Un article plus détaillé sera publié la semaine prochaine. Quoi qu'il en soit, ce ne sont pas ces méthodes qui nous empêcheront de continuer notre propagande.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Objection-insoumission, Procès Patrick Aguiar — PAGE 4 : En Bref, R.A.T.P. et publicité, Lutte des tramains de Brest, Creusot-Loire — PAGE 5 : Les luttes des femmes — PAGE 6 : Interview des rédacteurs d'« Article 31 », Racisme dans le 18^e arrondissement, « Otages » libéré, Encore et toujours les extraditions — PAGE 7 : Bakounine, Marx et la théorie de l'action — PAGE 8 : 44^e semaine de grève pour les mineurs anglais, Ethiopie/Israël, Nouvelle-Calédonie — PAGE 9 : L'hiver à la « Montagne » — PAGE 10 : Albert Camus — PAGE 11 : Radio-Libertaire reconnue, Programmes R.-L., Note de lecture, A. Aurénche au Trou noir — PAGE 12 : C.F.D.T.-triste bilan 84, C.G.T.-la grève générale pour bientôt ?

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44.149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

La librairie du Monde libertaire organise des tables rondes autour d'ouvrages se rapportant à l'histoire du mouvement ouvrier et anarchiste. Le samedi 26 janvier, à 16 h, un forum sera organisé sur Gaston Leval. Des militants traiteront du parcours de la pensée politique de G. Leval.

A cette occasion, la librairie vous propose des ouvrages de Leval *Espagne libertaire, 36-39* et *L'Etat dans l'histoire* au prix de 100 F (valeur 120 F) ; *L'Enfance en croix et Rus et torrents* au prix de 20 F (valeur 40 F) ; *Pratique du socialisme libertaire, Le Chemin du socialisme, L'Humanisme libertaire et Bakounine et l'Etat marxiste* au prix de 30 F (valeur 50 F).

De plus, une exposition retraçant la vie et l'œuvre de Gaston Leval aura lieu du 19 janvier au 14 février.

Les administrateurs

OBJECTION DE CONSCIENCE QUE LES INSOUMIS LÈVENT LE DOIGT !

AVANT 1981, il y en avait 59% ; puis 38% en novembre 1981, 19% l'année suivante et finalement, le chiffre actuel doit s'établir à 5%. De quoi s'agit-il ? De la proportion de matière grasse dans un quelconque produit de consommation courante. Non, il s'agit de l'évolution du pourcentage d'insoumis au service civil lors de l'incorporation des objecteurs.

En juillet 1984, lors d'un article (M.L. n° 538), je posais la question de la transformation de cette lutte antimilitariste qu'est l'objection en constatant la démobilitation du mouvement. « En maniant la carotte et le bâton, le gouvernement socialiste a donc désamorcé la lutte des objecteurs-insoumis... » Et je terminais en indiquant : « Ce qui serait le plus à redouter, c'est de connaître une "situation à l'allemande" où les objecteurs, totalement "dépouillés", accepteraient les règles du jeu imposées par le gouvernement (...), (ils seraient) contrôlés et définitivement soumis. »

Objecteurs soumis

Aujourd'hui, le constat est clair : à l'exception d'une minorité organisée au sein du Mouvement objection collective, dont je reparlerai au cours de cet article, les objecteurs apparaissent « définitivement soumis ». Ont-ils perdu la lutte face à la répression gouvernementale ? Se sont-ils rendus à leurs affectations, contraints et forcés, acceptant pour quelque temps d'offrir un profil bas ? La paix

des braves, quoi ? Pas du tout, il n'y a pas eu de combat ! Défaite totale du mouvement, par abandon.

Passé encore que ceux qui, avant 1981, grenouillaient pour obtenir un service civil conforme à leur désir, se satisfassent du statut accordé par les socialistes. Ils ont négocié, accepté le « compromis » (sic), et recherchent une « véritable alternative aux problèmes de Défense » (resic). Grand bien leur fasse, ils n'ont jamais été antimilitaristes... Qu'ils continuent à organiser des stages où des intervenants militaires leur expliqueront l'« Organisation et (les) fonctions de la Défense nationale », cela les rapprochera encore plus de M. Henu. Peu m'importe ces objecteurs ! Mais ceux qui se disent antimilitaristes, qui relient cette lutte à celle contre l'Etat ; libertaires et anarchistes, où êtes-vous ?

Vous avez conscience que le service civil n'est qu'une alternative du service national, au même titre que la coopération, par exemple. Vous savez, syndicalistes, qu'un objecteur affecté n'a aucun droit, syndicaux ou politiques : pas de grève, de démission ou de refus d'obéissance... Cette situation représente assez bien d'ailleurs le statut que le patronat aimerait établir pour tous les salariés. Ne parlons pas du salaire qui ridiculise celui des « tucards »... Vous n'ignorez pas, que, pour la plupart, vous remédiez aux absences de l'Etat ou des collectivités publiques, replâtrant le système défaillant en agissant

dans des secteurs non rentables pour eux : environnement, protection de la nature, réinsertion, aides aux défavorisés, chantiers, maisons des jeunes et de la culture, etc. Tout domaine que l'Etat et le capitalisme souhaitent voir prendre en charge par des bénévoles ou des salariés de seconde zone... Alors qu'espérez-vous ?

Insoumission toute !

Avez-vous abandonné le terrain de lutte antimilitariste ? Préférez-vous agir, au sein de vos affectations, auprès des consommateurs, des immigrés, des rapatriés ? L'investissement militant peut être intéressant, mais que devient le combat antimilitariste ? Je comprendrais ce changement d'objectif s'il correspondait à un abandon forcé par la répression. Mais ce n'est pas le cas !

Bien au contraire, actuellement existe une possibilité unique de recréer une situation de refus du service civil, le gouvernement ne souhaitant pas s'engager sur le terrain de la répression, surtout publique, risquant de ternir son image de marque, déjà bien oblitérée sur les questions de liberté (écoles « libres », « liberté » de se gaver de la bouillie N.R.J., etc.). Que constate-t-on lors des procès d'objecteurs-insoumis ou d'insoumis totaux ? Lorsqu'il y a un procès, bien sûr ! Car les autorités semblent vouloir éliminer le problème en réformant à tour de bras. Donc, lorsqu'il y a un procès, et que les autorités constatent un soutien

qui risque de constituer abcès de fixation, les peines sont relativement modestes. Le refus d'affrontement direct est évident ; le gouvernement préfère parfaire la militarisation de la société en douceur (protocoles d'accord, instruction civique, réorganisation de l'armée de terre, etc.), plutôt que de montrer un visage brutal et autoritaire. Saisissons cette opportunité et développons l'insoumission au service civil : seul acte antimilitariste légitimant l'objection de conscience. Certains pourront juger que cet appel à l'insoumission ne mesure pas les risques encourus par ceux qui font effectivement le choix. Rien de plus faux, ayant connu cette situation, je suis à même d'en apprécier les conséquences ; et reste prêt, à tout moment, à affronter la justice pour continuer la lutte antimilitariste.

Convenance personnelle

On peut constater comme Pierre Martial : « (qu') apparaît une nouvelle catégorie d'objecteurs. Pas vraiment de "conscience". Pas forcément antimilitaristes. Pas réellement politisés. Plutôt hostiles aux "grandes idées" et a priori méfiants face à toute structure collective. Nullement "opposés à l'usage personnel des armes pour motifs de conscience", ils détournent la loi à leur profit afin de s'aménager une "planque" leur permettant d'éviter le service militaire. Ce sont des objecteurs "par convenance per-

sonnelle". » (Magazine libertaire n° 4.) Si la description est pertinente, on peut, en revanche penser qu'il ne s'agit pas d'une naissance. Cette catégorie d'objecteurs existe depuis longtemps, elle formait avant 1981 la majorité des objecteurs-insoumis ; les Comités de lutte objection (C.L.O.) n'étant qu'une minorité agissante. Cependant la situation n'était pas la même, un rapport de force face aux autorités avait été établi, et les objecteurs « par convenance personnelle » se situaient alors massivement dans le refus du service civil. Aujourd'hui, où est la minorité agissante ? Elle semble, hélas !, faire partie de ces objecteurs « planqués ».

C'est contre cela qu'il faut réagir, et les anarchistes ont un rôle à jouer en participant au rétablissement d'un rapport de force favorable à l'insoumission. Car des objecteurs continuent sur la lancée des C.L.O. en refusant d'effectuer le service civil ; ce sont eux que les anarchistes doivent rejoindre au sein du Mouvement objection collective (1). Sinon, un vieil anarchiste, Louis Lecoq, aura bataillé pour rien : « la première brèche dans les remparts de la militarisation » aura été refermée et deviendra, digérée par l'Etat, un élément de cette même militarisation.

Pascal Bedos
Gr. Sacco et Vanzetti

(1) Mouvement objection collective, c/o C.E.P., B.P. 5006, Saint-Jean, 69245 Lyon cedex 5.

PROCÈS DE PATRICK AGUIAR

C'EST un fait la mobilisation paye. Grâce à la solidarité active de nombreux libertaires et pacifistes, nous avons pu remettre à la justice, la veille du procès de Patrick, plusieurs centaines de témoignages de soutien. Le jour du procès, la 10^e chambre correctionnelle était pleine à craquer et face à une attaque juridique extrêmement bien argumentée de la part de l'avocat de Patrick, le président du tribunal a dû reporter le procès pour statuer sur une éventuelle nullité de la procédure. Mais attention ! Patrick est toujours en prison et rien n'est encore gagné. Nous avons besoin de toute urgence de vos témoignages de soutien et surtout, surtout, nous vous donnons rendez-vous mercredi 23 janvier 1985, à 13 h 30, au Palais de Justice de Paris. Pour faire face de nouveau aux empêchements de vivre libres. Et arracher enfin Patrick des griffes de l'oppression.

LE mercredi 9 janvier 1985, 13 h 20, Palais de Justice de Paris, plusieurs dizaines de personnes piétinent déjà dans le grand hall des salles correctionnelles. A 13 h 25, l'huissier de service, un petit gros à lunettes, ouvre les portes de la 10^e chambre. 13 h 30, il n'y a pas de place pour tout le monde et on se serre tant bien que mal, assis sur les bancs de bois, ou debout tout au fond de la salle. 13 h 35, Patrick apparaît par une porte latérale. Deux gendarmes l'encadrent et il a les menottes aux poignets. 13 h 40, une petite sonnerie retentit. Tout le monde se lève : « Messieurs, la Cour ! »

Ah, elle ne va pas avoir la partie facile, la Cour ! Elle n'a

pas le beau rôle, aujourd'hui ! Il est des audiences — la plupart — où l'on expédie vite fait bien fait les dossiers et les accusés, à la queue-leu-leu devant une salle vide. Six mois par ci, un an par là, et que ça roule ! Au suivant ! Mais il est d'autres audiences — moins souvent — où l'on se retrouve face à face avec une salle compacte, une salle qui fait bloc avec celui qui est au banc des accusés, une salle immobile, tendue, solidaire, une salle qui vous regarde fixement et semble vous demander des comptes, une salle qui écoute attentivement, plisse les yeux. Il est des salles, monsieur le président, qui serrent les poings et vous attendent au tournant.

L'interrogatoire d'identité commence. Patrick Aguiar, 25 ans, infirmier, appelé le 1^{er} décembre 1981 sous les drapeaux, ne s'y présente pas, est déclaré insoumis en 1982, est recherché par la police en 1983, arrêté le 7 septembre 1984 sur un contrôle d'identité, transféré à la caserne Duplex, y refuse obstinément l'uniforme, est inculpé à la fois d'insoumission et de refus d'obéissance.

— « Avez-vous quelque chose à ajouter ? »

Patrick se lève.

— « Oui. Je suis insoumis. Je refuse d'être soldat. Et je dénonce l'ensemble de la procédure d'inculpation. »

Le président fronce les sourcils. L'assesseur feuilletonne nerveusement ses dossiers...

Maître de Felice, défenseur de Patrick, prend alors la parole et dépose un jeu de conclusions. « Aguiar est insoumis. Et il le revendique. Aguiar est un civil au plein sens du terme. Insoumis, il est inculpé et recherché par la justice de son pays. Arrêté, il devrait être conduit devant un juge d'instruction ; mais c'est dans une caserne qu'on le mène. Et c'est dans une caserne qu'on le détient arbitrairement plusieurs jours

durant. Aguiar refuse d'être soldat, c'est pourtant en tant que soldat qu'on l'inculpe dans cette caserne de refus d'obéissance parce qu'il ne veut pas endosser l'uniforme. »

C'est avant tout le principe même de cette double inculpation permettant de condamner un insoumis jusqu'à deux ans de prison que maître de Felice avait décidé de dénoncer avant de réclamer purement et simplement l'annulation de toute la procédure.

Le substitut, madame Teytaud semblait totalement dé-

passée par le dossier et le précédent Quilochini, un peu décontenancé et à court d'arguments juridiques, a finalement décidé de suspendre la séance pour statuer sur une éventuelle nullité de la procédure. Le procès de Patrick a donc été reporté au mercredi 23 janvier, à 13 h 30, devant cette même 10^e chambre correctionnelle.

Dans l'attente, Patrick est reparti entre deux gendarmes. Direction : maison d'arrêt de Fresnes, cellule 432.

Pierre Martial

PATRICK AGUIAR SOUTIEN MODE D'EMPLOI

• Ecrivez-lui. Absolument. Prenez cinq minutes, un petit bout de papier ou une carte postale, un stylo et écrivez-lui. Patrick est en prison et il faut qu'il sache que nous sommes nombreux à l'extérieur à penser à lui.

Patrick Aguiar, matricule 738 387, 3^e division
cellule 432, M.A. de Fresnes
1, avenue de la Division-Leclerc
94261 Fresnes cedex

• Le jour du procès, un dossier des soutiens sera remis au président du tribunal. Envoyez d'urgence aux éditions Avis de Recherche des messages de solidarité (individuels ou de groupe) afin que nous puissions les indexer à ce dossier. Editions Avis de Recherche : B.P. 53, 75861 Paris cedex 18.

en bref...en bref...

• Une nouvelle association, le Rassemblement national pour la vérité sur les accidents à l'armée (R.N.V.A.A.) vient de nous contacter. Cette association regroupe les parents d'appelés victimes d'« accidents » mortels et non mortels durant leur période d'incorporation. Pour tout contact : R.N.V.A.A., c/o Yvan Miossec, B.P. 1123, 76016 Rouen cedex.

• Une fête, forum de l'objection, aura lieu à la Pentecôte, les 25, 26 et 27 mai 1985. Pour mettre en place ce forum, une première réunion est prévue samedi 19 janvier, à 18 h, à Solagrail, 12, avenue de la Sœur-Rosalie, 75013 Paris.

• Procès de Patrick Aguiar : la première partie du procès ayant abordé les principes de droit, la seconde partie de l'audience portera sur les faits et se tiendra le 23 janvier 1985, au palais de justice de Paris, 10^e chambre correctionnelle.

• Le Centre international de recherche sur l'anarchisme (C.I.R.A.) de Marseille organise samedi 19 janvier, à 17 h, une conférence avec Ronald Creagh qui présentera son dernier ouvrage consacré à Sacco et Vanzetti (édit. La Découverte). C.I.R.A. : 5, rue des Convalescents, 13001 Marseille.

• Le Collectif des lycéens anarchistes clermontois (C.L.A.C.) tient ses permanences tous les samedis, de 14 h à 16 h, à l'Aténio, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

• Le Collectif contre le racisme et pour l'égalité des droits, de Nice, organise le 19 janvier 1985, à 20 h, au Théâtre de verdure de Nice, une soirée « Vivre ensemble ». Au programme : Idir et ses musiciens, Différence (groupe portugais), Lemtaw (musique marocaine), M. Harktour, Mezzogiorno (rock italo-lorrain), Mauris et Arzillac (chants et musique occitans). Billets en vente : au Théâtre de verdure ; à Papier maché, 12, rue Benoit-Bunico ; et à la librairie Le Temps de vivre, 50 boulevard de la Madeleine, 06000 Nice. Venez nombreux.

SERVICE PUBLIC
ET PUBLICITÉ

Le boycott de la publicité à la R.A.T.P. ne va pas sans provoquer quelques remous. De plus en plus isolé, le mouvement tend à s'essouffler. Soutenu uniquement par la C.G.T., cette action originale — qui consiste à retourner les panneaux publicitaires des bus — se trouve condamnée par les autres organisations syndicales. Présenté comme une véritable opération de déstabilisation de l'entreprise, le boycott de la publicité fait l'objet d'un rejet presque unanime.

Afin d'éviter l'isolement et l'asphyxie du mouvement, la C.G.T. essaie de mobiliser ses troupes pour protester contre la répression de la direction qui s'abat sur les ouvriers et machinistes continuant l'action. De même, elle tente de relancer et d'élargir le mouvement pour l'obtention des 35 heures, la préservation des acquis, la défense du pouvoir d'achat et l'amélioration des conditions de travail.

Comme toujours, la défense du service public a le dos lar-

ge et, au travers des arguments avancés par les principaux syndicats, se jouent essentiellement la crédibilité et l'audience de ces organisations face aux élections de délégués du personnel, qui se tiendront le 28 janvier. Tout le monde se mobilise ! La division la plus grande secoue le camp syndical.

L'unanimité règne pourtant sur un point. Aucun des partenaires sociaux ne remet en cause le principe de la publicité. Celui-ci est accepté par tout ce petit monde qui, face à cette formidable campagne de cristinisation qu'est la « pub chic et choc » de la R.A.T.P., ne trouve là rien à redire ! Lorsque l'on parle si souvent de défense du service public, encore faut-il, de temps en temps, faire appel à l'intelligence dudit public et respecter sa dignité. Gageons que ces considérations éthiques ne préoccupent nullement tous ces gens qui nous roulent avant de nous transporter.

Régis

LES TRAMINOTS C.F.D.T.
INFLEXIBLES !

Il existe encore des syndicalistes pour qui le mot « flexibilité » est insupportable et pour qui la réduction du temps de travail reste une revendication pour de meilleures conditions de travail et de vie, apportant des créations d'emplois.

A Brest, la politique menée au niveau du réseau de transports urbains est élaborée par les élus de la communauté urbaine et ce sont eux qui « emploient un patron », Transexel (groupe national, filiale de G.T.I.), pour gérer 360 employés sur l'agglomération.

L'ancienne mairie socialiste conduite par Le Blé, syndicaliste C.F.D.T. converti, portait une oreille attentive à ce qui se passait dans le monde syndical : ainsi un accord avait pu être passé pour réduire le temps de travail de 37 heures à 35 heures hebdomadaires, sans perte de salaire ; et la section syndicale C.T.-C.U.B.-C.F.D.T., regroupant une large majorité des travailleurs traminots, appuyait la création d'emplois. Avec l'arrivée de la droite à la mairie, une nouvelle politique se fit jour : « Il n'y aura pas application des 35 heures ! »

En 1984, un conflit démarra (1) sous une forme qui permettra aux travailleurs de tenir longtemps (une grève illimitée en aurait fait lâcher beaucoup) : ils choisissent une guerre d'usure en débrayant 2 heures toutes les semaines pendant 7 mois, durant lesquels les répressions (mises à pied, tentatives de licenciements) redonnent du mordant aux grévistes. Le conflit fut très bien compris localement : le relai de l'informa-

tion fut assuré par la presse quotidienne et les usagers furent favorablement sensibles, d'autant que la ville de Brest accuse un taux de chômage de 13% (chiffre nettement supérieur à la moyenne nationale).

La grève continuant, face au mur patronal, la section syndicale accepte de négocier le coût de la réduction du temps de travail. A nouveau, la direction refuse la négociation, le préfet désigne alors, en octobre 84, un médiateur en la personne du président du tribunal de grande instance de Rennes. L'action est suspendue. Curieux médiateur qui, en décembre 84, fait des propositions en retrait de celles avancées initialement par la direction du réseau : passage de 37 h à 35 h avec perte de salaire supérieure à 7% (2) et remise en cause d'une augmentation uniforme obtenue en 1983.

Les conclusions du « médiateur » créent une situation inacceptable, et l'assemblée générale des salariés décida massivement, dans un premier temps, de sensibiliser à nouveau les usagers et la population et d'intervenir auprès des élus locaux afin que ceux-ci mesurent leur responsabilité face à un nouveau conflit. Sans proposition de négociation, les traminots s'engageront dans une lutte offensive.

M. Yannick

(1) Les formes originales du conflit furent relayées au cours d'une « Chronique syndicale » de novembre sur Radio-Libertaire Paris.

(2) Le coût du passage à 35 h avait été évalué à 6% par la direction, compte tenu des aides de l'Etat.

LES LICENCIEMENTS A CREUSOT-LOIRE
RAGE ET DÉSESPOIR

Au Creusot, à Chalon-sur-Saône, à Rive-de-Gier, les lettres de licenciement sont parvenues à leurs destinataires dès les premiers jours de l'an 1985. Elles ont semé colère et désolation.

Au Creusot, une femme s'est évanouie lorsque son mari a reçu la missive. A Chalon, la C.G.T. avait appelé les licenciés à un rassemblement. Ils se sont retrouvés une poignée. La C.G.T. reconnaît ce qu'elle appelle son « demi-échec » et parle d'un « état de choc ». Il ne reste que 424 salariés dans une usine qui en comptait 1 100 en 1983...

A Rive-de-Gier, ils sont 108 licenciés aux Acieries Creusot-Loire-Marrel. Là, c'est la rage qui a éclaté. L'usine est bloquée. Les cadres qui ont établi les listes de « condamnés » ont été insultés et rudement secourus dans leurs bureaux. Certains leur reprochent d'avoir saisi l'occasion pour régler de vieux comptes.

Chaque jour, des brasiers s'allument sur la ligne S.N.C.F. Lyon/Saint-Etienne, paralysant le trafic habituellement intense entre les deux villes, endom-

ageant sérieusement les voies. Les « Marrel » ont reçu le renfort des ouvriers de Pinguéy, filiale de Creusot-Loire fabriquant des grues et où 177 licenciements sont annoncés (sur un effectif de 235 personnes). Coordonnant leurs actions, ils se déplacent d'une gare à l'autre, contraignant la flicaille (C.R.S. et police urbaine de Saint-Etienne) à passer les journées en plein air par une température sibérienne...

Les mairies de Rive-de-Gier et de Saint-Chamond ont été envahies et les travailleurs ont hurlé leur colère devant des édiles dans leurs petits souliers. Les journaliers locaux notent que le ton devient de plus en plus menaçant.

Il faut bien dire, cependant, que ces actions ne sont menées que par quelques dizaines ou quelques centaines de compagnons ; pour la plupart directement touchés. Ils bénéficient sans doute de la sympathie de la population mais il n'y a pas de levée en masse dans cette vallée du Gier, entre Rhône et Loire, au passé pourtant riche en luttes ouvrières. Le taux de chômage y est, de longue date, très élevé (plus de 14%)

et la détérioration de la situation dans les grandes entreprises a des répercussions dans tout l'environnement économique (fournisseurs, sous-traitants, commerce). Pour beaucoup, les actions des licenciés de C.-L./Marrel et Pinguéy apparaissent comme des combats sans espoir.

Quant aux syndicats, ils continuent à donner le lamentable spectacle de leurs empoignades quotidiennes. A C.-L./Marrel, la C.G.T. a réalisé l'unité avec... la C.F.T.C. pour tomber à bras raccourcis sur la C.F.D.T., accusée de complicité avec la direction dans l'établissement de la liste des délégués à licencier ! La C.F.D.T. répliqua en soulignant qu'elle a, elle aussi, des délégués sur le pavé. Triste...

Aux dernières nouvelles, des licenciés de C.-L./Marrel, sans doute écœurés par cette situation, ont constitué, en dehors des syndicats, un Comité de lutte des travailleurs qui vient d'organiser dans le centre de Saint-Chamond, des actions spectaculaires.

La C.G.T., bien sûr, soutient l'action des licenciés pour exiger leur réintégration et la tenue d'une « table ronde » avec

les pouvoirs publics, les élus, la direction d'Usinor. En revanche, la C.F.D.T. déclare : « Nous avons tout fait pour éviter les licenciements. Nous n'y sommes pas parvenus. C'est irréversible. » Et elle dénonce les « provocations » (c'est-à-dire les actions dans la rue) et la « récupération politique ».

Qu'il y ait volonté de récupération de la part du P.C. c'est indéniable et il faudrait être bien naïf pour croire qu'il puisse en être autrement. Mais

la meilleure façon de s'y opposer n'est-elle pas de participer à la lutte ? Et puis est-ce bien le rôle d'une organisation syndicale que de proclamer l'inutilité d'un combat, alors que, même si celui-ci n'a guère de chance d'aboutir dans l'immédiat, le pire, ce serait bien que les travailleurs se laissent tondre comme des moutons. A ce moment-là, oui, ce serait irrémédiable.

Sébastien Basson



Au temps de l'unité syndicale.



DES LENDEMAINS QUI CHANTENT

LES mouvements sociaux sont couramment analysés, disséqués, « autopsiés », comme s'ils naissaient et mourraient pour renaître plus tard. Ainsi, aujourd'hui en serions-nous à une période de déclin des luttes en général. Par cela même, les luttes féministes se trouveraient, elles aussi, en situation de recul.

S'il est vrai que l'évolution des mouvements sociaux est intimement liée à la situation politique, économique et sociale et donc à la crise, cela ne veut pas pour autant dire qu'il ne se passe plus rien. Le travail qui s'effectue est plus souterrain et se situe plus dans le quotidien. La reprise même partielle des revendications féministes, l'« effet d'onde » qu'ont pu produire les luttes des femmes correspondent à une lente évolution des mentalités. Le mouvement des femmes a posé des problèmes, a amené des débats et c'est sûrement un des buts principaux que doit se fixer tout mouvement social. L'essentiel est qu'il y ait eu reprise en compte sur un plan quotidien des thèmes féministes dans la population.

Les luttes des femmes ne s'essouffent pas, elles prennent d'autres formes. D'autres luttes auront lieu demain et sous des formes encore différentes parce que ce seront des situations différentes. Tant qu'il y aura agression, il y au-

ra lutte ! Nous refusons de hurler avec les loups. Nous refusons cet état d'esprit qui consiste à penser que ce n'est jamais le moment de militer pour le féminisme. Nous refusons qu'il puisse y avoir des luttes prioritaires. Notre oppression s'inscrit dans un cadre politique, économique et social. Par conséquent, lutte des classes et luttes spécifiques sont intimement liées.

Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser de côté tout ce qui concerne l'évolution des mentalités. L'expérience nous a montré que la prise de conscience individuelle et collective de l'aliénation patriarcale, comme des autres aliénations, ne peuvent être écartées en attendant des lendemains qui chantent...

Dans les périodes où les mentalités, les structures sociales digèrent les aspirations et les revendications (quel que soit d'ailleurs leur nature, féministes ou autres), celles-ci semblent toujours en recul. Aux actions spectaculaires succèdent une expérimentation et une consolidation des acquis. Parallèlement à l'intégration d'une partie du mouvement, on assiste à un approfondissement de la réflexion, à la définition d'autres axes de lutte à partir des acquis. Sous la cendre, la braise couve encore.

Monique
Gr. Kropotkine

L'HEURE des bilans est passée et chacun les assaisonne à sa sauce. Dans les prévisions catastrophiques des uns et des autres, des pans entiers du domaine revendicatif, avancés ces dernières années, sont renvoyés à des jours meilleurs. Licenciements, T.U.C., stages de reconversion, aide aux familles nombreuses, tout est bon pour faire baisser artificiellement la courbe du chômage. Les difficultés réservées jusqu'ici aux femmes, aux jeunes et aux immigrés, quant à l'organisation du travail, entrent dans le domaine public. Et ce n'est pas faute de les avoir dénoncé, d'avoir mis en garde l'ensemble de la classe ouvrière. La mise entre parenthèses, par le pouvoir et les syndicats, du travail des femmes permet d'évacuer un problème épineux.

En attendant, des postes sont libérés pour des travailleurs

seconde classe, sans la garantie d'emploi, la formation sérieuse et les infrastructures sociales que nous sommes en droit d'attendre de la société. Glisser sur ce problème relève à la fois de la collaboration de classes et de la pénétration de la société patriarcale.

En période de recul politique, économique et social, si nous ne désirons pas cautionner cette situation, il nous faut de toute urgence ne pas hiérarchiser les revendications, mais les englober dans un ensemble cohérent de remises en cause directes et définitives du capitalisme, sans pour autant fondre les particularismes de certaines couches sociales — telles les femmes, les jeunes ou les immigrés. Parce qu'il y a eut division ouvrière — non seulement orchestrée par le patronat, mais par les travailleurs eux-mêmes —, l'isolement de certains permet aujourd'hui au capital de s'attaquer

sociale. Là où le bât blesse, c'est que les luttes n'ont pas pu être assez radicalisées. Le mouvement des femmes n'a pas pu transformer les règles du jeu social et les revendications propres aux travailleuses ont été mises en veilleuse.

Parallèlement, le mouvement des femmes a su faire naître un consensus politique de façade autour des revendications touchant à la contraception, à l'avortement. En rompant la loi du silence, en imaginant un militantisme différent, en existant tout simplement, le féminisme a lézardé les fondations du patriarcat. Néanmoins, l'organisation phalocratique des organismes sociaux a tué dans l'œuf toute velléité de changement des appareils. Les revendications des femmes dont le caractère révèle à la fois de la lutte des classes et de l'émancipation féminine sont abandonnées au bénéfice d'axes plus « urgents ».

EN ROUTE VERS LE FÉMININ PLURIEL

qui, jusqu'ici, les refusaient et on évite d'améliorer l'infrastructure sociale d'aide à la petite enfance, corollaire à la venue de la femme sur le marché du travail. Les femmes, premières victimes de la crise ? Poser la question, c'est déjà beaucoup dans ce monde du silence ; mais encore faut-il rechercher les causes.

Ménagère tu es ménagère tu demeureras

Accepter la situation, c'est refuser aux femmes le droit au travail (dans un monde qui ne vit que par le travail), et les maintenir dans le cadre familial, étriqué et restrictif. Ne rien dire, ne pas accompagner ce droit des mesures sociales adéquates libérant la femme de la garde des enfants et du rôle ménager revient à cautionner les politiques patronale et syndicale désireuses d'abandonner cette partie de la population pour des raisons divergentes mais néanmoins concomitantes. Le droit prioritaire au chômage, tel apparaît notre horizon pour les années 80. Les femmes demeurent des travailleuses de

à tous. Les revendications avancées par les femmes (égalité des salaires et des fonctions, refus du temps partiel) s'attaquent à deux fronts : le domaine économique et social ; et le patriarcat. Si on y regarde de plus près, nous nous apercevons que pour d'autres « minorités » le problème apparaît également sous un double éclairage. Cette bipolarité fera la force de ces revendications mais les maintiendra aussi dans un isolement social croissant.

Revendications et appareils sociaux

S'attaquer à cette double aliénation, nous amène à refuser tout manichéisme, à apporter la contradiction à la politique des appareils et révolutionner la société. Enfermant ces revendications pour mieux les digérer et les évacuer, les appareils syndicaux ou politiques ont scindé la branche sur laquelle ils s'étaient assoupis et se sont ainsi faits l'écho du pouvoir. Cette double facette du féminisme ne s'attaquait pas qu'aux seuls grands et méchants patrons, mais aussi à l'ensemble de l'organisation

Le risque était grand : voir s'étendre les mauvaises conditions de vie et de travail de la femme à l'ensemble de la classe ouvrière. Il fut pris. Nous avons vu : c'est fait ou presque. Les réactions tardives des intéressés, l'indifférence des autres n'ont pu rompre cette dynamique. Abandonner les femmes, laisser pourrir leur situation, c'est autoriser le patronat et le gouvernement à agir de façon identique avec les autres couches de la population dès que les rapports de force le permettront.

Rompant le consensus social, les femmes ont fait sauter quelques verrous quand elles le pouvaient. Débaillonnées, elles ont tenté d'agir sur l'organisation du travail, mais la collaboration de classes des appareils, les reculs constants de la gauche ont permis à la société de résister à ces pressions. La solidarité, la globalisation des revendications, la rupture avec le capitalisme et la hiérarchie des fonctions sont des préalables à toute modification du tissu social, même s'ils ne suffisent pas pour ouvrir notre avenir au féminin pluriel.

Thyde Rosell



« OTAGES » YVES ET THIERRY LIBÉRÉS

Yves Deschamps et Thierry Destriez, animateurs du journal *Otages*, emprisonnés depuis le 15 novembre dernier pour « recel de malfaiteurs » et « détention d'armes » à la maison d'arrêt de Loos (voir M.L. précédents) ont été remis en liberté le 4 janvier, sur ordre du juge d'instruction de Lille chargé du dossier. Rappelons que le parquet avait fait précédemment appel, suite à une première décision de mise en liberté du juge Beulque.

Yves et Thierry ont été inculpés pour avoir hébergé des militants du groupe « Rebelles actifs », sans avoir le réflexe policier de vérifier leurs identités et de leur faire ouvrir leurs valises. *Otages* est toujours censuré dans les prisons françaises et de nombreux détenus ne peuvent plus le recevoir...

Gil

EXTRADITIONS 1984-1985 MÊME COMBAT !

Deux informations concernant la collaboration policière et judiciaire entre la France et l'Italie et la mort du droit d'asile :

- Notre compagnon Enrico Fedele, militant anarchiste, qui était détenu à Dijon sous écrou extraditionnel vient d'être transféré à la prison de Fresnes. Il risque d'être extradé d'un moment à l'autre. On peut lui écrire à l'adresse suivante : Enrico Fedele, n° 741 432 - 3A/163, 1, avenue de la Division-Leclerc, 94261 Fresnes.

- D'autre part, et comme nous le craignons (voir M.L. n° 555), quatre des cinq réfugiés italiens arrêtés lors de la rafle pseudo-antiterroriste pour faux papiers ont été réclamés officiellement par les autorités italiennes. Il s'agit de Filomena Di Filippo, Giorgio Frao, Dominico Pastore, Francesco Marietta. Francesco de Martis, lui, reste emprisonné, inculpé de complicité (faux papiers), mais la justice italienne n'a pas fait de demande d'extradition en ce qui le concerne.

Gil

TEL MAÎTRE TEL CHIEN

UNE cinquantaine de personnes s'est rassemblée dimanche matin devant un café du XVIII^e arrondissement, le Royal Mont-Cenis, à l'angle de la rue Mont-Cenis et du boulevard Ornano. Cette manifestation était à l'initiative des permanences antiracistes. En effet, le 23 décembre dernier, Ange, un jeune musicien camerounais, était entré prendre un café au Royal. Le patron, Robert Calvet, connu dans le quartier pour ses propos racistes, refusa de le

servir, en lui déclarant qu'il « n'aime pas les nègres ».

Ange protesta très calmement d'ailleurs... Aussitôt, Calvet se jeta sur lui, l'injuriant, le frappant et lâchant son berger allemand. Résultat : Ange s'est retrouvé à l'hôpital, un bras déchiqueté par les crocs du chien. Le M.R.A.P. et la F.A.S.T.I. se sont portés partie civile pour soutenir Ange qui a évidemment porté plainte.

Ceci n'est pas un simple fait divers. C'est le résultat direct du climat raciste qui règne actuel-

lement et des campagnes haineuses de Jean-Marie Le Pen, suivi de près par les Chirac et autres J.-P. Pierre Bloch. Dernièrement, un commando fasciste a attaqué une école, détruisant tous les cahiers scolaires des enfants d'immigrés.

Il faut absolument isoler les racistes pour les empêcher de nuire. Aucun acte, aucune parole raciste ne doivent rester sans riposte ! Les choses doivent changer maintenant... Convergence 84 a ouvert la voie, continuons sur cette lignée !

Groupe Libertad



ÊTRE CONTRE C'EST AUSSI S'INFORMER

Nous publions cette semaine une interview de militants réalisant le mensuel *Article 31* (1), consacré à l'extrême droite française et internationale.

— *Le Monde libertaire* : Pourquoi ce titre *Article 31* ?

— *Article 31* : La Déclaration universelle des droits de l'homme comporte 30 articles. Ces articles énumèrent les droits et libertés dont tout individu peut se prévaloir et que tous les Etats membres de l'O.N.U. se sont engagés à respecter. Aucun d'eux cependant ne concerne le droit et le devoir de chaque personne à s'élever, par des moyens conformes à l'esprit de la Déclaration, contre ceux qui n'en respectent pas les termes. Cela pourrait faire l'objet d'un article 31. C'est l'objet d'*Article 31*.

— *Le Monde libertaire* : Qui sont les gens qui travaillent à la réalisation d'*Article 31* ?

— *Article 31* : L'équipe du mensuel est composée de militants investis dans diverses organisations, associations, divers collectifs, syndicats, etc. Bref de la gauche sans exclusive... Beaucoup bossent sur la montée de l'extrême droite au niveau de leurs organisations respectives, mais sont conscients des limites de ces structures dans la circulation des informations... Nous avons donc ressenti le besoin de créer un journal autonome de toute organisation mais réalisé par des militants connaissant parfaitement le sujet du fait de leur engagement individuel.

— *Le Monde libertaire* : Quels sont exactement les buts d'*Article 31* ?

— *Article 31* : Compte-tenu de l'inertie quasi générale et du manque de connaissances sur l'extrême droite, nous visons à rassembler le plus possible d'informations concernant les mouvements nationalistes, néo-fascistes, néo-nazis, etc., d'abord afin de réactualiser l'information, car il est évident que l'extrême droite a évolué depuis une dizaine d'années. Nous ne nous limitons pas à une simple étude de ces mouvements (Front national, P.F.N., M.S.I. italienne, Parit ouvrier européen, M.N.R.,

G.R.E.C.E., etc.), ce qui nous semble déjà essentiel, mais nous visons aussi à bien montrer les ramifications de ces organisations dans la droite traditionnelle, dans certains syndicats, les imbrications entre les divers courants, leurs stratégies, leurs buts réels, etc.

Par exemple, nous pouvons faire un dossier sur l'O.A.S., mais nous trouvons important de faire savoir aussi que telle ou telle personnalité de la droite « respectable » actuelle en fait partie... Pour riposter face à la montée de l'extrême droite, il faut d'abord savoir qui est qui et qui fait quoi. Il ne s'agit pas de dire untel est un sale fasciste, mais de faire la lumière sur ses activités passées et présentes pour prouver que cette personne représente un danger réel.

— *Le Monde libertaire* : Vous prenez le risque d'être attaqués en justice, non ?

— *Article 31* : Non. Les informations que nous rassemblons dans le journal sont en béton ! Inattaquables ! Nous les récoltons dans l'ensemble de la presse, ainsi que dans les diverses revues d'extrême droite, et nous ne passons que des informations vérifiées.

— *Le Monde libertaire* : Qui utilise les informations que vous diffusez ?

— *Article 31* : Notre travail sert évidemment toutes les organisations qui luttent contre ceux qui ne reconnaissent pas l'égalité des individus et qui prônent des théories élitistes, qui veulent le retour de régimes qui ont fait leurs preuves dans la barbarie et qui nient l'idée même des droits de l'homme.

Tous ceux qui sentent la nécessité de lutter sur ces terrains et qui ont besoin d'éléments de réponses doivent considérer *Article 31* comme un outil à leur disposition. Notre rôle, encore une fois, est de faire circuler l'information... C'est déjà une amorce de riposte. Nous recevons des informations locales sur tel ou tel mouvement d'extrême droite, sur tel ou tel individu, sur un meeting fasciste, un attentat, une agression, etc. Nous les publions et, éventuellement, si nous le pouvons, nous apportons un complément d'information qui pourra

être utile à nos « correspondants »... Ainsi, des réseaux de renseignements se créent...

Nous souhaitons le plus de collaborations possibles avec les lecteurs... Quiconque possède des documents, des coupures de presse locale, des infos sur les liens entre certains groupes d'extrême droite et les mairies, les associations, etc., et peut nous les envoyer, fait avancer le travail d'*Article 31*.

— *Le Monde libertaire* : *Article 31* en est à son quatrième numéro, mais n'est pas très connu. Comment est-il diffusé ?

— *Article 31* : Nous n'avons pas cherché à utiliser les médias pour annoncer la sortie d'*Article 31*... le journal étant avant tout un outil de lutte. Nous avons préféré le faire connaître d'abord là où des militants se battent contre le fascisme et le racisme... Nous tirons à 1 500 exemplaires et nous avons environ 200 abonnés... Sinon, des militants de diverses organisations diffusent *Article 31*, ainsi que plusieurs librairies « alternatives ». Le *Canard enchaîné* nous a fait un peu de pub également.

— *Le Monde libertaire* : Que trouve-t-on dans le sommaire du numéro de janvier ?

— *Article 31* : Des infos et des photos sur la F.A.N.E., organisation néo-nazie paraît-il dissoute, les activités récentes du Front national, un dossier sur la presse du F.N., une revue de presse très large, des infos sur l'Espagne et les nostalgiques de Franco, deux tribunes libres : la L.C.R. et l'association Fahrenheit (qui regroupe les librairies victimes d'agressions fascistes, la dernière en date étant la librairie *Le Globe* attaquée par un commando le 8 décembre dernier), etc.

Nous ouvrons à chaque numéro nos colonnes à une organisation pour une tribune libre.

Propos recueillis par Gil

(1) « Article 31 », c/o S.E.P., 1, rue Keller, 75011 Paris. Abonnement 10 numéros : 150 F, abonnement de soutien à partir de 200 F.



Bakounine

D...
sommaire
marxiste
de scien
significa
mation o
sophie ».
Bakounine
épistém
tomber d
à une ré
instrument

On a t
Engels, B
faites, le
magicien
fut la m
lectures d
leurs thé
auxquels

En réac
plative all
théorie d
« l'au-del
sophie, se
de comm

Mais il
Marx et E
posèrent

La phi
précurseu
citant, ma
connaître
nourri de
en 1838 le
où il se r
dialectique

Selon H
pas cherch
chimérique
menter et
découvrir
contraire
de trois gr
celle de la

L'avenir
fait partie
il est connu
et de la pe

« La p
désormais
L'action e
teront desc

On peut
de celles o
tard dans
du droit
« ... vous
philosophie

Avec He
fin, mais
gorique qu

« Il a p
en général
qu'il n'y a
pour la rec
naitre qu'il
découverte
la découve
tant espéré



Bakounine

DANS le numéro 556 du *Monde libertaire*, (cf. « Le marxisme est-il une science ? », nous avons sommairement analysé la prétention marxiste à ériger leur théorie au rang de science, et nous avons vu quelle signification pouvait avoir leur affirmation concernant la « fin de la philosophie ». On a également suggéré que Bakounine, en développant une véritable épistémologie anarchiste, avait évité de tomber dans le dogmatisme en se livrant à une réflexion sur la science comme instrument de pouvoir.

On a tendance à oublier que Marx, Engels, Bakounine n'ont pas sorti, toutes faites, leurs théories d'un chapeau de magicien. Leur formation intellectuelle fut la même : ils eurent les mêmes lectures à partir desquelles ils élaborèrent leurs théories, les mêmes professeurs auxquels ils finirent par s'opposer.

En réaction à la philosophie contemplative allemande, ils développèrent une théorie de l'action qui devait réaliser « l'au-delà chimérique » que la philosophie, selon Hegel, devait se contenter de commenter.

Mais il est intéressant de voir comment Marx et Bakounine, dès le début, s'opposèrent radicalement.

Les sources

La philosophie de l'action a eu un précurseur que ni Marx ni Bakounine ne citent, mais qu'ils ne pouvaient pas ne pas connaître. Cieskowski était un Polonais nourri de philosophie hégélienne qui publia en 1838 les *Prolégomènes à l'Historiosophie*, où il se révèle comme un maître de la dialectique.

Selon Hegel, le philosophe ne devait pas chercher à construire un « au-delà chimérique », mais se contenter de commenter et d'interpréter l'histoire pour en découvrir la rationalité. Cieskowski au contraire pense que l'histoire est composée de trois grandes périodes : celle de l'être, celle de la réflexion, celle de l'action.

L'avenir, comme le passé et le présent, fait partie d'un tout organique, et à ce titre il est connaissable par la synthèse de l'être et de la pensée, qui est la *praxis*.

« La philosophie, dit Cieskowski, est désormais sur le point d'être appliquée... L'action et l'intervention sociale supplanteront désormais la véritable philosophie. »

On peut rapprocher ces prises de position de celles que prendra Marx six ans plus tard dans la *Critique de la philosophie du droit de Hegel* (1844), où il dira : « ... vous ne pouvez pas supprimer la philosophie sans la réaliser. »

Avec Hegel, la philosophie arrive à sa fin, mais Cieskowski n'est pas aussi catégorique que ne le sera Marx :

« Il a pensé jusqu'au bout à l'univers en général, et sans aller jusqu'à prétendre qu'il n'y avait plus aucune place après lui, pour la recherche spéculative, il faut reconnaître qu'il a déjà découvert l'essentiel. La découverte de la méthode est véritablement la découverte de la pierre philosophale tant espérée. » (Cieskowski).

BAKOUNINE MARX ET LA « PRAXIS »

La philosophie va désormais perdre son caractère ésotérique ; son destin ultérieur sera de se vulgariser pour exercer son influence sur les « rapports sociaux de l'humanité » en vue de développer la vérité objective dans la réalité existante aussi bien que dans la vérité qui « se forge elle-même ».

Herzen, l'ami de Bakounine, possédait le livre de Cieskowski, et il en parle dans une lettre datant de 1839, et Stankevitch également.

Sans que Marx fasse mention de Cieskowski, on peut supposer néanmoins qu'il en avait également connaissance. On retrouve dans ses *Thèses sur Feuerbach* des échos de l'*Historiosophie*, en particulier dans le dernier aphorisme : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières ; il importe maintenant de le transformer. »

Cependant Benoît Hépner surestime l'influence (hypothétique d'ailleurs) que Cieskowski aurait pu avoir sur Bakounine. « Action ! Comme naguère la béatitude, ce devait devenir le maître mot de Bakounine dès la fin de l'année 1841. Dans quelle mesure fut-ce l'écho de l'*Historiosophie* ? », s'interroge-t-il dans son livre.

Faute de mention expresse de Cieskowski par Bakounine, on ne peut s'en tenir qu'à des suppositions. Ce qui est plus grave, c'est que Benoît Hépner fait un contre-sens sur la signification de la *praxis*. Il ne s'agit en aucun cas d'une théorie de l'action individuelle ou de l'action pour l'action. La *praxis* doit être entendue comme pratique sociale, c'est l'activité sociale considérée comme un tout.

Aucune ambiguïté n'est possible sur ce point dans l'œuvre de Bakounine : de nombreux écrits prouvent qu'il ne concevait pas l'action de transformation sociale sans une action collective et organisée (1).

Dans l'air du temps

Le monde en mutation dont Hegel avait été le témoin suscita chez les philosophes le besoin d'une réflexion qui rend compte des contradictions et des crises, qui explique la société qui meurt et celle qui naît. Ce n'est pas un hasard si la première moitié du XIX^e siècle est celle des grandes doctrines, phénomène que Cieskowski a subtilement analysé. Puisque la philosophie cède le pas à l'action, alors peut se comprendre le « goût furieux, porté de nos jours jusqu'à la monomanie, d'édifier des systèmes sociaux et de construire la société *a priori*, mais ce goût n'est encore que le vague pressentiment d'une exigence qui n'est pas encore parvenue à la conscience claire ».

Les penseurs veulent apporter une réponse à l'angoisse des hommes en situant le bouleversement des anciens modes de vie dans une rationalité et en mettant en relief la cohésion inscrite dans ces bouleversements (« le lien du lien et du non lien », disait Hegel).

De la reconnaissance de l'humanité comme réalité historique à la volonté de transformer le monde, il n'y avait qu'un pas. Si Hegel se refusait à construire un « au-delà chimérique », on retrouve cepen-

dant déjà chez lui la notion de *praxis*, implicitement en quelque sorte.

Dans la *Phénoménologie*, Hegel dit : « Le véritable être de l'homme c'est plutôt son acte ; en lui l'individualité est actuelle et c'est lui qui dépasse les deux aspects de ce qui est présumé par l'opinion. »

S'opposant au dualisme kantien, qu'il accuse de favoriser l'immobilité, Hegel pense que « chaque action tend à dépasser une idée (subjective) et à la rendre objective (...). Toute activité est idée qui n'est pas encore, mais qui est dépassée comme subjective ».

On trouve donc chez Hegel les prémisses de la théorie de la *praxis* qu'allèrent développer ses continuateurs. Cette théorie se trouve d'ailleurs toute inscrite dans la dialectique dans la mesure où la contradiction est la racine de tout mouvement et de toute vie. « La contradiction, dit Bakounine, n'est pas un équilibre, mais une prépondérance du négatif. Le négatif est donc le facteur dominant de la contradiction... » (*La Réaction en Allemagne*).

Opposés dès le départ

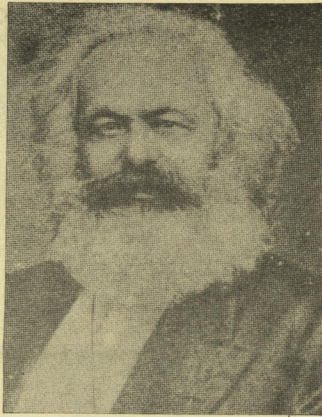
Après Feuerbach, qui déclare dans ses *Principes de philosophie* en 1843-1844 : « La pratique résoudra les doutes que la théorie n'a pas résolus », Marx reprend dans ses *Manuscrits de 1844* : « La solution des énigmes théoriques est une tâche de la *praxis* qui s'accomplit par la médiation de la *praxis*. »

Hegel, qui est selon Bakounine « le plus haut sommet de notre culture moderne envisagée du seul point de vue théorique », a également postulé « un nouveau monde pratique » :

« Un monde qui ne se réalisera en aucun cas par l'application formelle et l'extension de théories toutes prêtes, mais seulement par une action spontanée de l'esprit pratique autonome. La contradiction est l'essence la plus intime, non seulement de toute théorie déterminée ou particulière, mais encore de la théorie en général, et ainsi le moment où la théorie est comprise est aussi en même temps celui où son rôle est achevé. Par cet achèvement, la théorie se résoud en un monde nouveau pratique et spontané. » (Bakounine, *La Réaction en Allemagne*).

Ainsi se trouvent mises en évidence les bases philosophiques communes de ceux qui deviendront des adversaires politiques irréductibles dans l'Association internationale des travailleurs. C'est cependant dans l'interprétation que Marx et Bakounine feront respectivement de la dialectique hégélienne que se situeront dès le départ les fondements philosophiques de leurs divergences, Bakounine considérant la synthèse essentiellement comme une destruction du positif par le négatif, ce dernier étant par définition l'élément *agissant*. Une telle interprétation explique théoriquement pourquoi le prolétariat (élément *négligé* et *agissant*) ne peut utiliser les structures politiques (l'Etat) de la bourgeoisie (élément positif et hostile au mouvement).

La citation de *La Réaction en Allemagne* ci-dessus montre à l'évidence que si Bakounine applique la méthode dialectique à



Marx

l'analyse de la société, il l'applique également à toute réflexion sur la théorie, appelée elle-même à être dépassée.

Chez Bakounine, il n'y a ni téléologie ni pierre philosophale : il y a mouvement et action (« ... chaque chose n'est réelle qu'en tant qu'elle se manifeste, qu'elle agit ») dans lesquels aucune fin n'est donnée d'avance, aucune méthode n'est exclusive car « la vérité est en contradiction avec tout point de vue exclusif ».

Conclusion

Quelle que soit l'origine théorique de la *praxis* bakouninienne, celle-ci se définit comme une théorie de l'action du prolétariat organisé, en tant que négation de la philosophie idéaliste allemande dont Hegel constitue le sommet, alors que Marx et Engels considéreront le prolétariat (allemand) comme la réalisation de la philosophie allemande.

L'impuissance philosophique allemande se trouve analysée par Bakounine dans deux ouvrages principalement : *Etatisme et Anarchie* et *L'Empire knoutogermanique* ; elle est le produit d'une longue évolution historique dont les manifestations contemporaines de l'époque de Bakounine se font encore sentir et influent de façon déterminante la politique du mouvement ouvrier. Bakounine analyse en quelque sorte dans ces ouvrages l'histoire de l'idéologie allemande et ses rapports avec les pratiques politiques contemporaines.

La thèse de Bakounine est la suivante : 1. le libéralisme par lequel se résume toute la pensée bourgeoise est devenu un mensonge dans tous les pays aujourd'hui ; 2. dans le passé, il a réellement existé partout ; 3. sauf en Allemagne où il n'a jamais existé.

Autrement dit, la bourgeoisie allemande n'a pas de pensée autonome parce qu'elle n'est pas une classe autonome. La lecture attentive des textes, nombreux mais dispersés, où Bakounine analyse le comportement politique de la bourgeoisie allemande, révèle sa pensée, extrêmement cohérente, sur cette question et dévoile les raisons, qui pourraient par ailleurs paraître peu compréhensibles, pour lesquelles il s'oppose à ceux qu'il désigne comme les héritiers de cette tradition bourgeoise, les social-démocrates, lesquels se considèrent d'ailleurs eux-mêmes comme les continuateurs de la philosophie allemande.

Engels dans la préface de *La Guerre des paysans en Allemagne* (1847) ne s'était-il pas écrié : « Sans la philosophie allemande qui l'a précédé, en particulier celle de Hegel, le socialisme scientifique allemand, le seul socialisme scientifique qui ait jamais existé, ne se serait jamais constitué. »

Cette déclaration d'Engels résume, d'une certaine façon, l'opinion de Bakounine pour qui le communisme d'Etat et le marxisme n'étaient que des avatars de la philosophie allemande dogmatique, idéaliste et bourgeoise.

Eric Vilain

(1) Cf. *Oeuvres, Stock, V, pp. 318-320 ; I, pp. 274-275 ; V, p. 159 ; I, pp. 295-296.*

NOUVELLE-CALÉDONIE A QUI PROFITE LE CRIME ?

La mécanique bien huilée a donc parfaitement fonctionné en Nouvelle-Calédonie. Personne, à l'heure où nous écrivons ces lignes ne sait qui a abattu un jeune Caldoche de 17 ans, Yves Tual... Mais sa mort a mis le feu aux poudres. On connaît la suite... Eloi Machoro et Marcel Monaro, leaders du F.L.N.K.S. ont été assassinés par les hommes du G.I.G.N. Est-ce pour calmer les anti-indépendantistes après une nuit d'émeute à Nouméa ? Qui pourra croire que Machoro a été pris pour cible par hasard, dans la confusion, par les tireurs d'élite ?

L'engrenage s'est mis en marche... Le gouvernement, par la voix d'Edgar Pisani, a décrété l'état d'urgence. Un millier d'hommes sont arrivés pour renforcer le maintien de l'ordre. Les propositions de Pisani, visant, éventuellement, à faire de la Nouvelle-Calédonie un Etat indépendant « associé » à la France (c'est-à-dire sous tutelle et avec une présence militaire française pour « garantir » la sécurité), risquent désormais d'être impossibles à réaliser... Une nouvelle guerre coloniale a-t-elle commencée ?

L'opposition qui table sur le référendum évite de trop jeter d'huile sur le feu. En re-

vanche, le Front national saute sur l'occasion pour se proclamer « seul parti luttant pour l'intégrité du territoire », « rendant hommage à Yves Tual, mort pour le nationalisme français », et insistant lourdement sur le parallèle entre la situation de la Nouvelle-Calédonie et celle de l'Algérie, il y a 25 ans.

Le F.L.N.K.S. est présenté comme une bande de terroristes assoiffés de sang... Pourtant, lorsque 10 Kanaks ont

été froidement assassinés, le F.L.N.K.S. a fait la preuve de sa volonté d'acquiescer l'indépendance sans passer par des méthodes identiques. Les Kanaks ne se sont pas livrés à un massacre de représailles !

Nous ne pouvons qu'être totalement solidaire du peuple kanak qui ne réclame que ce qui lui appartient. Quant à ce que sera une Nouvelle-Calédonie vraiment indépendante, c'est à lui, et à lui seul, d'en décider !

G.D.

COMMUNIQUÉ

SUITE aux événements de Nouvelle-Calédonie, l'assassinat de deux chefs du F.L.N.K.S. par les forces de l'ordre, et l'instauration de l'état d'urgence, la situation est entièrement bouleversée.

Il semble que désormais la pseudo-indépendance sous tutelle française, proposée par Pisani, ait peu de chance d'aboutir, et que la Nouvelle-Calédonie s'enfoncé dans la guerre civile.

La Fédération anarchiste, qui a toujours lutté contre tous les colonialismes, réaffirme sa solidarité avec le peuple kanak. En effet, un peuple qui a décidé d'acquiescer son indépendance y parvient tôt ou tard, les exemples tragiques qui illustrent le colonialisme français ne manquent pas.

C'est pourquoi la Fédération anarchiste appelle tous ses militants et sympathisants à participer à la manifestation de solidarité, lundi 14 janvier, place du Panthéon, à 18 h 30.

Fédération anarchiste

GRANDE-BRETAGNE MINEURS EN GRÈVE (44^e SEMAINE)

La querelle sur le nombre de grévistes et non grévistes, alimentée insidieusement mais volontairement par la presse conformiste anglaise (c'est-à-dire tous les quotidiens nationaux), pose encore et toujours le problème de la popularisation d'une lutte et son corollaire : la solidarité à son égard.

Invalider toutes les suppositions de départ, les mineurs montrent que cette grève n'est pas un feu de paille. Confirmation donnée par l'échec probable de la campagne intensive du Coal Board : « reprise du travail ». Les derniers chiffres officiels font état de 71 000 membres du N.U.M. au travail (dès le 2 janvier 1985) sur 188 000. Ces mouvements de

retour, commencés dans les régions du Northumberland, Durham et North Derbyshire devaient conduire, objectif avoué des charbonnages, au nombre de 20 000 reprises. Trois mille retours pour cette semaine (du 7 janvier au 13), c'est ce qui était espéré et prévu pour tenter d'établir un bilan positif de cette campagne. Chiffre minimaliste car, de l'aveu même du N.C.B., la tâche ira en se compliquant. Il faudra en effet s'attaquer aux bastions du N.U.M., aux secteurs les plus militants et les plus mobilisés. Cette moyenne hebdomadaire ne sera pas tenue, pour autant que l'on sache à ce jour.

L'expérience n'a en fait une signification que pour le Coal Board. L'appel de retour au

travail ne se matérialisera pas de manière sensible, obligeant le N.C.B. à se convaincre que la majorité (qui est de 70% pour la direction du N.U.M.) des mineurs soutient le mouvement. Dur... Dur...

Mineurs au travail (statistiques fournies par le National Coal Board) :

Ecosse	401	7 001
Nord-Est	27	3 582
Yorkshire	139	3 270
Galles du Sud	17	141
North-Derby.	1 597	5 000

S'il fallait établir une carte synthétisant les comtés où la lutte continue de plus belle, obligation serait faite de tenir davantage compte de l'acti-

visme, du volontarisme des acteurs que des chiffres dont l'exactitude glacée ne prouve rien. C'est le cas du Yorkshire et du Kent pour le Nord-Est et des South Wales, Staffordshire, Leicestershire, Derbyshire et Nottinghamshire pour le Nord-Ouest. De façon plus nette pour le « Notts » qui se voit mal à propos placé sous les feux de la division syndicale. Nous y reviendrons, mais qu'il nous suffise de dire que les grévistes, malgré la situation éreintante qui leur est demandé de supporter, se renforcent dans leur combativité. Scènes de la vie quotidienne qui, accumulées, mènent parfois à l'exercice, compris et même justifié, de la violence.

Les liens entre grévistes sont très forts aujourd'hui. Ce qui n'était auparavant que simple bon voisinage est devenu, par la force des choses, relation amicale — et le mot est faible ! A l'inverse, les relations entre « jaunes » et les grévistes sont totalement empreintes de haine. Les familles se désunissent, les villes se divisent.

Reprise des négociations

La tactique adoptée par le gouvernement Thatcher et le Coal Board vise d'abord à affaiblir le mouvement par la répression, mais aussi par la division. C'est ce qu'ils sont en train de réussir en ce début 1985, relayés par la presse dans cette entreprise de désunion. Le comité exécutif du N.U.M.

grande publicité. Ce « retour » des falaches en Israël est présenté par l'agence juive comme une opération humanitaire qu'il serait condamnable d'interrompre. Humanisme sans doute particulier qui consiste à faire venir dans son propre pays tous les adeptes de sa propre religion d'une façon très exclusive pour les soustraire aux affres de la faim. La question qui se pose actuellement est de savoir comment des individus de langue et de culture différentes pourront s'intégrer dans un pays où même les habitants de longue date ont beaucoup de difficultés à trouver un travail.

En tout cas, il est évident que l'occasion est unique pour l'Etat d'Israël de renforcer son prestige et sa cohésion. N'oublions pas que ce dernier participe, comme pratiquement tous les autres Etats de n'importe quel type — de tradition judéo-chrétienne ou musulmane — à cette exploitation des populations du tiers monde dont fait partie... la population éthiopienne. Un état de choses dont s'accroissent toutes les religions.

Yvon Garmot



Charge policière.

du côté...
tiale...
note...
supplé...
la pro...
et les...
de 11...
sion ar...
« gai »...
tement...
naise...
géogra...
duire...
pe " de...
de Tol...
mais l'a...
fukidar...
Dès l...
Namida...
camion...
vre, un...
du trav...
« lieux...
dité, dé...
Les « te...
tes qui...
tent ver...
publics...
chaîne...
 (« pinha...
une pri...
main d...
tionnés...
à l'agen...
dispensa

Le sal...
mais il...
lement...
dammés...
dans le...
des anné...
en plus...
me en ce...
partagés...
sonne doi...
nombreux...
ver, la si...

Les po...
baraque...
port, à O...
rité, les...
barbelés...
lance étr...
racontent

Malheur...
et il y en...
tal Utsun...
ou à la p...
avec des...
autorisa...
ner, exam...
teur de l...
butte aux...
sont déjà...
rellement...
la situat...
le cadre...
tance publ...
breuses raf...
pital » com...
qui dispos...
hospitalisa...
génant.

Le cycle...
tabac-évas...
talisation-...
blement. Fa...
est en train...
lement du m...

Les vieux...
d'œuvre leu...
travail ; ils

Hervé

JAPON L'HIVER SERA RUDE A LA « MONTAGNE »

La « Montagne », c'est le quartier de San'ya comme l'appellent habituellement ses familiers. Dans la populaire Shitamachi, la « ville basse », qui du côté est de Tokyo s'oppose traditionnellement, spatialement et socialement, à la « ville haute » de Yamano, un demi-kilomètre carré abrite une ségrégation supplémentaire. Là, vivent les laissés pour compte de la prospérité japonaise, les exclus, les parias divers, et les travailleurs journaliers (hiyatori-sha), au nombre de 11 000 environ. « San'ya doya-gai », « doya » : inversion argotique de « yado » (auberge ou hébergement), « gai » : rues, cité ; « doya-gai » ne signifiait pas exactement bidonville — mot pour lequel la langue japonaise utilise l'anglais « slum » —, et possédant socio-géographiquement un sens différent ; est difficile à traduire en français : ghetto, peut-être ? C'est la « trappe » de la ville, la cité du non-retour, la « last exit » de Tokyo », comme l'écrit Philippe Pons. Les Japonais l'appellent le « dépotito de Tokyo » (« Tokyo no fukidamari »).

Dès l'aube, à partir de 5 h, les hommes affluent à Namidabashi, l'artère de San'ya, et attendent... Les camionnettes des « tehaishi » (marchands de main-d'œuvre, une cinquantaine à San'ya) arrivent et le marché du travail des journaliers (« yoseba », littéralement « lieux où l'on s'assemble ») s'ouvre dans toute sa crudité, débarrassée ici de tous les habituels fards sociaux. Les « tehaishi » choisissent les hommes les plus robustes qui montent aussitôt dans les camionnettes et partent vers leurs lieux de travail, construction et travaux publics essentiellement. A l'extrémité d'une longue chaîne de sous-traitants, ils retiennent un pourcentage (« pinhane ») sur le salaire des journaliers et touchent une prime de la part du contractant, demandeur de main-d'œuvre. Les journaliers qui n'ont pas été sélectionnés peuvent tenter leur chance un peu plus loin, à l'agence pour l'emploi ; sinon vendre leur sang au dispensaire voisin et retourner dormir pour la journée.

Un univers concentrationnaire

Le salaire des journaliers semble, a priori, correct ; mais il cache mal la misère des hommes qui, non seulement héritent des travaux pénibles, mais sont condamnés, de fait, à l'incertitude de l'emploi et à vivre dans le ghetto. En outre, il n'a pas augmenté depuis des années alors que le coût de la vie devient de plus en plus élevé à San'ya, en particulier pour se loger même en ce qui concerne des nombreuses pièces-dortoirs, partagés à plusieurs, où il n'est pas rare qu'une personne doive se contenter de moins de 2 m². En été, de nombreux journaliers dorment « à la belle » ; et en hiver, la situation devient cruciale.

Les pouvoirs publics ont certes prévu pour eux des baraquements installés sur des terrains vagues près du port, à Oishuryojo, mais, outre l'humiliation de la charité, les travailleurs s'y retrouvent parqués, entourés de barbelés, soumis aux ordres brutaux et à une surveillance étroite ; « c'est vraiment comme une prison », racontent ceux qui s'en sont enfuis.

Malheur à ceux qui sont atteints de maladie à San'ya, et il y en a avec la misère, ils se retrouvent à l'hôpital Utsunomiya, qui ne cède en rien aux baraquements ou à la prison : interdiction de sorties, d'entrevues avec des gens de l'extérieur, y compris la famille sans autorisation et surveillance des infirmiers, de téléphoner, examen du courrier, travail gratuit pour le directeur de l'hôpital. Les malades de San'ya sont en butte aux vexations des garde-malades et les lynchages sont déjà allés jusqu'au meurtre pur et simple. Naturellement, un ensemble législatif réglementaire couvre la situation, appelé « mesures d'hospitalisation » dans le cadre de la loi dite d'hygiène hospitalière dans le cadre de la loi dite d'hygiène mentale ; l'Assistance publique du secteur de San'ya effectue de nombreuses rafles de travailleurs et les envoie dans cet « hôpital » comme « alcooliques intoxiqués » ; les familles, qui disposent du droit, entrent ou pratiquent ces hospitalisations arbitraires pour le parent déchu ou gênant.

Le cycle infernal chômage-hospitalisation-passage à tabac-évasion-nuit à la « belle étoile »-arrestation-hospitalisation-etc. est fréquent et s'enclenche impitoyablement. Faut-il préciser que l'hôpital Utsunomiya est en train de s'agrandir le plus officiellement et légalement du monde !

Le sort réservé aux parias

Les vieux sont très touchés... les marchands de main-d'œuvre leur préférant les jeunes, plus vigoureux au travail ; ils se retrouvent très souvent au chômage, com-

plètement démunis. Et ils sont de plus en plus nombreux : de 1970 à 1980, dans la population de San'ya, la part des 20-30 ans a diminué de 46,3% à 23%, celle des 40-50 ans est passée de 45,7% à 62,1% alors que celle des plus de 60 ans a évolué de 8% à 15%. Ce phénomène de vieillissement est dû à une disparition progressive du système des journaliers dont l'économie japonaise a moins besoin à cause d'une mécanisation progressive des gros travaux. Pour les dockers, en particulier, il s'agit d'une extension constante du système de sous-traitance et de l'utilisation massive d'une immigration temporaire intérieure, les travailleurs saisonniers japonais (« dekasegi ») venus des provinces éloignées, du nord en particulier, correspondant aux Turcs ou aux Arabes de l'Europe.

Conséquence de l'après-crise au Japon ? Restructuration vers une extension ou vers la disparition totale ? Toujours est-il qu'à San'ya le marché des journaliers semble en réorganisation et que les travailleurs eux-mêmes sont l'objet de plusieurs tentatives de contrôle.

L'offensive de l'extrême droite

Le 3 novembre 1983, un commando d'extrême droite de la « Koseikai » (Société de loyauté à l'Empereur), groupe Nishido débarque à Namida-bashi. Dans un contexte général de durcissement politique japonais vers la droite, à la solde des marchands de main-d'œuvre eux-mêmes liés aux « yakuza » — la mafia japonaise —, qui n'hésitent pas à faire eux aussi le coup de poing pour défendre un système qu'ils contrôlent ; ils ont pour objectif de briser toute résistance et d'intimider les journaliers qui protestaient de plus en plus fortement contre le système de pourcentage, les baraquements et l'hôpital, en particulier grâce à un Comité de lutte (« Sogidan ») combatif. En tenue de camouflage, armés de matraques et de bombes lacrymogènes, ils agressent les journaliers et séquestrent l'un des membres du Comité de lutte.

Mais il y a riposte ! Pendant deux jours, San'ya connaît une mini émeute qui n'a rien à envier aux explosions de Brixton. Mais qui en parle ? Combats de rue, voitures incendiées, intervention des « kidotai » (C.R.S. japonais)... 1 000 travailleurs finissent par traquer le commando et à l'expulser de San'ya. La remise au pas du sous-prolétariat, loin de s'accomplir, déclenche en revanche un mouvement de résistance puis de solidarité, au-delà de San'ya et des autres ghettos du Japon, qui démentent les propos unilatéraux ou pessimistes sur un fatalisme congénital de San'ya. Preuve également, peut-être, d'une certaine prise de conscience politique.

L'extrême droite et ses commanditaires, « tehaishi » ou « yakuza », n'auront désormais de cesse de détruire le Comité de lutte. Ils reprennent leur harcèlement au printemps 84 avec le renfort d'autres assaillants, comme le groupe des Jeunes nationalistes ou des bandes de loubards... mais sans succès. En automne 1984, ils changent de tactique : déclenchement de la guerre économique, en imposant des salaires plus bas ou en renforçant le pourcentage, assortie d'intimidations et de menaces diverses.

Consensus pour une extermination

Les forces de l'ordre sont là pour disperser les bagarres, soit-disant impartialement, mais, faut-il s'en étonner, jouent le jeu des assaillants. Les C.R.S. dispersent brutalement les protagonistes, malmènent les simples passants, ne respectent aucunement les sommations ou questions d'usage, et créent un climat de peur et d'isolement. La police japonaise, la police de quartier tant vantée dans le monde entier pour être « proche des habitants », arrête certes assaillants et victimes, mais relâchent rapidement les uns sous prétexte d'ivrognerie et garde un peu plus longtemps les autres, sous des motifs divers mais injustes — de plus sans toujours apporter de soins nécessaires aux blessés qui peuvent témoigner de « négligence » —, et multiplie les arrestations arbitraires. Une quarantaine de travailleurs a été arrêtée lors des premiers incidents de novembre 1983, 12 membres influents du Comité de lutte n'ont été relâchés qu'en mars 1984, et 7 autres personnes sont encore détenues.

Les travailleurs ont en outre à lutter contre un ennemi plus insidieux : le climat ambiant d'ostracisme... En juin 1984, par exemple, des habitants du district de San'ya ont demandé au maire de l'arrondissement des « mesures pour l'assainissement et le nettoyage de l'environnement du quartier » ; en clair l'évacuation des miséreux, donc des journaliers, en recourant au

besoin à des arguments du type « tapage matinal ». En octobre, les responsables du district ont demandé le durcissement des réglementations municipales... et se développe une campagne pour la « joka » (purification, assainissement), attisée par les fascistes, les « tekaishi » et « yakuza », par les médias ad-hoc, encouragée et reprise par l'administration. Les résultats sont aisément prévisibles : en février 1983, un groupe de pré-adolescents a assassiné froidement à Yokohama des journaliers qui dormaient à la belle étoile et leur justification fut : « c'était amusant » et « c'était pour rendre les rues propres ! ». Pour les journaliers, « assainissement » est synonyme de « rafle », voire de « meurtre ». Tout est à craindre lorsque tel journal explique les événements de San'ya comme une simple querelle entre fractions de « yakuza » pour le contrôle du marché des journaliers.

De fait, les assaillants ont récemment changé une troisième fois de tactique : ils encouragent le mécontentement des riverains et ont monté une association de journaliers concurrente du Comité de lutte, le « syndicat de secours mutuel », en réalité destinée à soutenir le système du pourcentage et à égarer les travailleurs. D'après Ten'ya, membre d'une association de solidarité avec San'ya, les pouvoirs publics, qui se refusent depuis le début à considérer les journaliers comme des travailleurs ordinaires, ne pouvant mener une répression illégale ou une interdiction massive du mouvement, favorisent ces réactions pour obtenir un renforcement de leurs moyens législatifs et policiers.

De la satisfaction des besoins vitaux à la globalisation d'une lutte

L'état se resserre autour de San'ya et les responsables du Comité de lutte en ont clairement conscience : « L'administration a durci les conditions d'admission dans les baraquements. Elle a pour principe d'exclure les types qui semblent n'avoir que peu d'argent. Il y a des hommes qui sont rejetés de cette assistance publique, pourtant sordide. Pour l'hiver, on s'efforcera de faire comme chaque année des distributions de vivres, de donner des soins médicaux, de ne pas laisser mourir quelqu'un de faim ou de soif à San'ya. Cet hiver, ça sera encore plus dur. Beaucoup nous demandent des repas d'aide.

« En même temps, nous sommes débordés par la lutte contre les fascistes et, bien que nous soyons sur les lieux depuis longtemps, des camarades ont été surpris d'entendre des travailleurs dire : « Mais que fait le Comité de lutte ? », et on s'est beaucoup interrogé sur le fait que la considération de notre état d'étudiant revenait à la surface. Mais, je pense aussi qu'il y a pas mal de travailleurs qui ne voient pas notre lutte comme étant celle de spectateurs. Notre présence auprès des travailleurs est de plus en plus forte, parce que nous sommes au milieu d'eux, sans oublier nos principes d'union contre le capital et le pouvoir. »

Les anarchistes présents au sein de la « Teihen kyoto » (« La lutte des bas-fonds ») essaient d'éliminer tout avant-gardisme ou simili-paternalisme susceptibles de rejet pour développer une véritable autonomie de la lutte des journaliers.

En 1966, l'administration a changé le nom du quartier, San'ya disparaît officiellement ; mais les travailleurs et leur condition de vie sont toujours là... Leur conservation de la toponymie et sa réappropriation dans le jargon par le terme de « Montagne », leur préférence donnée au mot « hiyatori » (journalier) à l'encontre de celui de « yoseba », utilisé par les médias ou les marchands de main-d'œuvre, sont le symbole d'une volonté d'identification, de prise de conscience, de protestation, face au climat de marginalisation, de rejet ou d'oubli, et qui font écho à la lutte contre la construction du nouvel aéroport de Tokyo : Samizuka pour les paysans et les opposants, Narita pour le pouvoir. Mais l'hiver est toujours rude à la « Montagne ».

P.P.

Sources : « San'ya no doiyagai fuyu no jin » (« L'hiver à San'ya : les positions se prennent »), article in « Asahi Journal » (magazine) du 21 décembre 1984.

Brochures du San'ya sogidan (Comité de lutte de San'ya) ; Discussions et documents de la Teihen kyoto (Lutte des bas-fonds) ; Article de P. Pons, « Last exit to Tokyo », in numéro spécial de la revue « Autrement » sur Tokyo, sept. 84, qui fait suite à un article paru dans « Le Monde » : « San'ya, la cité du non-retour » ; « Yoseba rodosha wo meguru sabetsu no koto » (« La structure de la discrimination des travailleurs journaliers »), de Aolei Hideo, in « Shakaitaleu kyoron » (« Revue de sociologie »), n° 32, 1983 ; Article de Carlo Cialdara, in « Encyclopædia of Japan », Kodanoha, 1983.

ALBERT CAMUS VINGT-CINQ ANS DÉJÀ !

Il y a vingt-cinq ans, l'absurde était au rendez-vous ! Un des plus grands écrivains de l'après-guerre disparaissait dans un accident tragique qui illustrait bien la complexité de notre époque. Albert Camus avait alors 47 ans. Aussi importante que soit son œuvre, couronnée par un prix Nobel, l'essentiel, peut-être, était encore devant lui !

C'est au court d'une réunion en faveur de l'Espagne courbée sous le joug de Franco, que j'ai connu Albert Camus. Il y avait à la tribune de ce meeting, que présidait Daniel Mayer, toute une brochette d'intellectuels de renom. J'y parlais au nom de la Fédération anarchiste. Chacun connaît mon style tumultueux... Est-ce à cause du contraste qu'il faisait avec la parole chaleureuse mais mesurée de Camus que nous avons tout de suite sympathisé ? Je n'ai jamais été dans l'intimité de Camus, les milieux que nous fréquentions étaient trop différents, mais chaque fois que les circonstances nous l'ont imposé, pour faire face au fascisme ou au stalinisme qui, pour nous, était de la même veine, nous nous sommes rejoint.

La sympathie de Camus pour notre organisation était incontestable, ce qui d'ailleurs ne veut pas dire qu'il épousait toutes nos opinions ; et dans nos rapports, la fraternité jouera plus que l'idéologie. Nous l'avions vu venir témoigner au procès de Maurice Laisant poursuivi pour un article pacifiste ; il avait assisté, dans le petit salon de la Grande Salle de la Mutualité, aux galas organisés par Suzy Chevet et où je l'avais présenté à Brassens. Nous avions publié de lui, dans le *Monde libertaire* (1), le texte admi-

nable « L'Espagne et le donquichottisme ». Il avait collaboré à la petite revue anarchiste *Témoins* qu'impulsait André Prudhommeaux. Avec quelques syndicalistes et humanistes tels Martinet, Lazariwicz, Roger Lapeyre, etc., il avait constitué un groupe de Liaison internationale qui déploya ses efforts à arracher à Franco des militants anarchistes. Plus tard, pendant la guerre d'Algérie, il essaiera encore de tirer des griffes de la justice des jeunes gens poursuivis par le gouvernement de de Gaulle et je serais alors souvent en rapport avec lui. Enfin, il prêtera sa voix à toutes les protestations contre les crimes des staliniens en Hongrie et dans les pays de l'Est, comme à celles qui s'élevaient contre les persécutions contre les Noirs aux États-Unis.

Mais si Albert Camus fut un humaniste toujours prêt à s'élever contre les atteintes à la liberté et à la justice, ce fut d'abord un écrivain, même si son œuvre témoigne de la parenté de son art avec son combat pour la liberté.

Né en Algérie, d'une famille pauvre d'origine espagnole, Camus devient journaliste à *L'Echo d'Alger*. Il se fera connaître, à la veille de la Seconde Guerre mondiale par deux essais *L'Envers et l'endroit* et *Noce*, puis par une pièce de théâtre *La Révolte des Asturies*. Mais c'est son premier roman *L'Étranger*, paru en 1942, qui va le placer au premier rang des écrivains qui participent à la Résistance. C'est cependant le *Mythe de Sisyphe* qui sera le fondement philosophique de toute son œuvre à venir. Directeur de *Combat* à la Libération, il



Albert Camus.

va faire du journal de la Résistance le quotidien de la vérité dans un monde grisé par le retour à la paix et qui reprend les mauvaises habitudes de la Troisième République. Les ouvrages vont alors se succéder et d'abord *La Peste*, un des plus gros succès en librairie de ces dernières années, où il ramène l'absurde au niveau du quotidien. Son théâtre, de *Caligula* aux *Justes*, dessine déjà ce que seront les rapports entre la révolte et la mesure — qui est le titre que j'ai donné au disque que j'ai consacré à Camus — et que *L'Homme révolté* consacra.

L'Homme révolté marque un tournant dans l'œuvre d'Albert Camus. La vie est absurde, la révolte est la seule solution qui s'offre à l'homme pour rester lui-même. Mais pour cela, il faut écarter les dandys et la révolution césarienne. *L'Homme révolté* fut à la fois un succès et un scandale. Camus montrait du doigt tous ces « petits rebelles, graine d'esclaves qui finissent par s'offrir, aujourd'hui, sur tous les marchés de l'Europe à n'importe quelle servitude. » Ceux-ci ne lui pardonneront pas. Ils se regrouperont derrière un « farouche révolutionnaire » (sic), monsieur Sartre, qui caressait les staliniens dans le sens du poil et auquel ceux-ci crachaient à la gueule chaque fois que l'occasion se présentait ; et qui, à trente-cinq ans, venait de découvrir enfin, que les travailleurs ça existaient ! Et, à l'ombre du clocher de Saint-Germain-des-Près où on fait souvent l'er-

reur de se prendre pour le nombril du monde, le combat s'engagea !

L'Homme révolté renvoyait dos-à-dos toute les oppressions, mais ce qu'on ne lui pardonna pas c'est que dans son dernier chapitre « La pensée de midi », il ait pu écrire : « Quant à savoir si une telle attitude (la défense de l'individu dans la révolution) trouve son expression politique dans le monde contemporain, il est facile d'évoquer, et ceci est un exemple, ce qu'on appelle traditionnellement le syndicalisme-révolutionnaire. Ce syndicalisme même n'est-il pas inefficace ? La réponse est simple : c'est lui qui, en un siècle, a prodigieusement amélioré la condition ouvrière, depuis la journée de seize heures jusqu'à la semaine de quarante heures. L'empire idéologique, lui, a fait revenir le syndicalisme à l'envers et détruit la plupart des conquêtes du syndicalisme. C'est que le syndicalisme partait de la base concrète, la profession, qui est à l'ordre économique ce que la commune est à l'ordre politique : la cellule vivante sur laquelle l'organisme s'édifie ; tandis que la révolution césarienne part de la doctrine et y fait rentrer de force le réel. Le syndicalisme comme la commune est la négation, au profit du réel, du centralisme bureaucratique et abstrait. »

Dans ce combat contre les staliniens et les « hordes » intellectuelles de Saint-Germain-des-Prés à l'affût de trois lignes dans *L'Humain dimanche*, nous nous sommes résolument rangés à côté de l'écrivain qui si-

gnait ces lignes : « Le jour précisément où la révolution césarienne a triomphé de l'esprit syndicaliste et libertaire, la pensée révolutionnaire a perdu en elle-même le contre-poids dont elle ne peut, sans déchoir, se priver ».

Mais le travail de l'écrivain ne sera pas entravé par la polémique, même si ses écrits politiques et moraux continuent de bousculer la quiétude des masses, et je pense en particulier à *La Peine capitale* et à la série des *Actuelles* où il publie ses chroniques données à différents périodiques. Avec *La Chute*, que je considère comme le plus parfait de ses ouvrages, la littérature reprend sa place qui est la première dans l'esprit de l'écrivain.

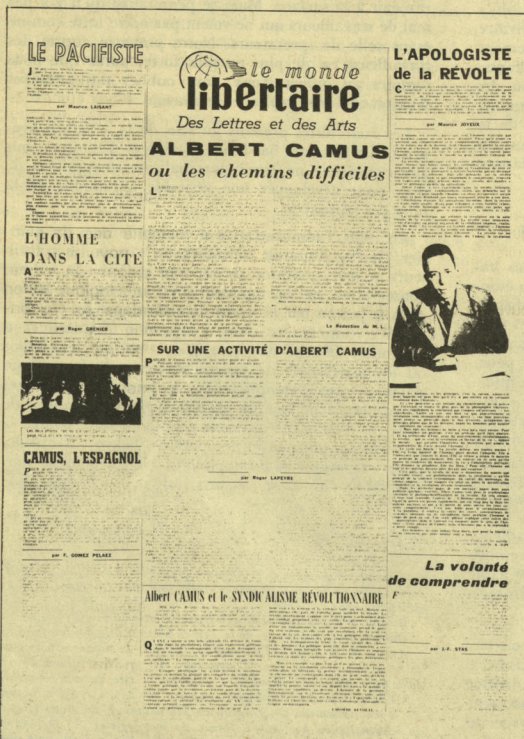
Je ne veux pas clore ce texte sans revenir à la question qui a légitimement soulevé le plus de réserves dans les milieux libertaires et syndicalistes révolutionnaires où il trouva ses vrais amis aux moments difficiles. C'est la question de ses rapports avec l'Algérie en pleine rébellion. Souvenons-nous de son exclamation au cours de sa réception en Suède : « L'Algérie est ma mère et on ne renie pas sa mère ». Camus était partisan de la solution brésilienne, c'est-à-dire de la fusion des races comme cela s'était produit au Brésil. Mais, d'une part, il était trop tard, et d'autre part, le patriotisme imbécile du « petit Blanc » comme l'abrutissement religieux des Arabes dressaient des barrières insurmontables pour une évolution comme l'Amérique du Sud en avait connu.

Bien sûr, nous ne suivrons pas Camus, et nous serons pour l'indépendance de l'Algérie en n'ignorant pas, et je l'ai écrit, que les Algériens ne faisaient que changer de maîtres et qu'après avoir été exploités par les coloniaux, ils allaient l'être par leur propre classe dirigeante. Ce qui naturellement ne manquera pas de se produire malgré les crâneries des marxistes qui, une fois de plus, furent les fourriers de la dictature d'une classe et finalement donnèrent raison à Albert Camus. La position de Camus, qui ne fut pas la nôtre, s'expliquait ; ce qui ne veut pas dire qu'elle se justifiait parce qu'il était Algérien de souche. Nombreux furent alors les socialistes, les communistes voire les anarchistes d'origine française ou espagnole qui se laissèrent piéger par le même amour du terroir.

Albert Camus restera dans les mémoires, pour son action humanitaire, et dans les bibliothèques, grâce à une œuvre robuste qui a marqué son époque, alors que bien des écrivains qui le prirent dans leur ligne de mire seront bien vite oubliés.

Maurice Joyeux

(1) Ce texte ainsi que de nombreux articles, parus dans « Le Monde libertaire », sur Albert Camus, ont été réunis par le groupe Fresnes-Antony (F.A.) dans un numéro de *Volonté anarchiste* (n° 26), « Albert Camus et les libertaires », en vente à la librairie du Monde libertaire, 20 F.



Dernière page du *Monde libertaire* en février 1960 pour la mort d'A. Camus.

89,4 MHZ POUR LA « VOIX SANS MAÎTRE »

RADIO-LIBERTAIRE RECONNUE SUR LA BANDE F.M.

VOUS avez pu suivre depuis trois ans et demi les péripéties de Radio-Libertaire. Rappelons les derniers événements.

Le 31 août 1984, Radio-Libertaire et Radio-Pays signent un protocole d'accord pour un partage de fréquence, rendu effectif le 29 octobre 1984, mais non reconnu par la Haute Autorité.

En décembre, R.-L. se voit suspendue pour 10 jours. Cette punition infligée par la H.A.C.A. n'est pas du goût des auditeurs. Radio-Libertaire annonce la fermeté de sa position : collage d'affiches, manifestations, etc. Le gouvernement, se rendant compte de l'impopularité de ces mesures, recule. Une nouvelle série de réunions est provoquée par T.D.F. (voir M.L. n° 557), avec l'objectif d'aboutir à une solution définitive le 11 janvier 1985. Ce jour-là, à 17 h 30, le secrétariat de Radio-Libertaire signait une convention et un calendrier d'application. Ces documents, que l'on peut consulter au siège social de R.-L. donne satisfaction à nos revendications :

- reconnaissance du regroupement Radio-Libertaire/Radio-Pays ;
- attribution de la fréquence 89,4 MHz (sur laquelle nous

émettons depuis trois ans et demi, à 100 khz près !)

- maîtrise complète du matériel d'émission loué à T.D.F. et placé dans nos locaux.

Nous sommes heureux de pouvoir enfin présenter à nos auditeurs un radio de qualité avec un confort d'écoute satisfaisant. Nous devons continuer à être vigilants, car il serait étonnant que la voix de la Fédération anarchiste ne suscite pas des « tracasseries » ultérieures. Nous avons une fréquence, à nous de montrer que nous avons

la volonté de la voir grandir en qualité.

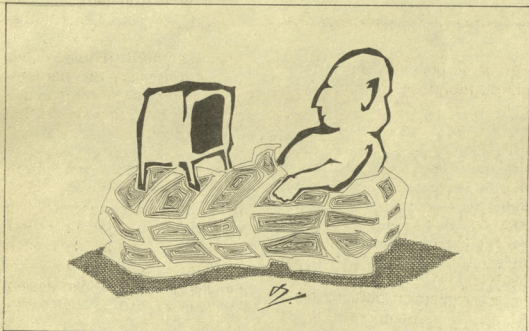
Il reste à la Haute Autorité de faire paraître au *Journal officiel* la reconnaissance de notre regroupement et la fréquence. Espérons qu'elle ne se fera pas tirer l'oreille.

Une page importante du combat pour Radio-Libertaire vient d'être tournée. A nous tous de savoir utiliser cette création collective pour tous les combats que livrera la Fédération anarchiste.

Le secrétariat de R.-L.



SUR FRANCE CULTURE
SAMEDI 19 JANVIER, A 15 H 30
MAURICE JOYEUX
PARLERA DE L'ANARCHIE



« RIMBO : LA TRAJECTOIRE DU LOUP »

DE CLEMENT ET ANDREPIO

UN chapeau mou sur ses cheveux blonds, Rimbo, un jeune mercenaire, joue du saxo dans une « cantinera » mexicaine. Sur son avant-bras, un étrange tatouage... De sa famille, il ne connaît que sa « mère » : un castrat italien.

Il ne sait pas encore qu'il fait partie de ces enfants « fabriqués » par le III^e Reich. Il ne sait pas encore qu'il possède d'étranges pouvoirs. Il ne sait pas encore que les « grands de ce monde » le recherchent...

Une bande dessinée « new look »... Le dessin stylisé de Andrepio donne une dynamique nouvelle à l'aventure (1).

B.D.

(1) « Rimbo : la trajectoire du loup », édité. L'Echo des savanes-Albin Michel, 54 p., 59 F.

EN SOUTIEN A RADIO-LIBERTAIRE
AU « TROU NOIR », ALAIN AURENCHÉ
LE 24 JANVIER 1985

Prix des places : 40 F, 30 F aux porteurs de la carte d'auditeur de Radio-Libertaire. Places en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Le Trou noir : 34, rue Nationale, 75013 Paris.

« 1954 : LA GUERRE COMMENCE EN ALGÉRIE » DE MOHAMED HARBI

L y a trente ans, le 1^{er} novembre 1954, la nuit algérienne s'étoilait brutalement d'une trentaine d'actions armées, et rares furent ceux qui comprirent qu'il s'agissait là de la suite et du début d'une longue histoire : celle de la guerre d'Algérie et celle de la révolution algérienne.

Cette longue histoire, aujourd'hui, alors que trente ans ont passé nous n'en connaissons encore que des bribes. La cliche au pouvoir en Algérie depuis 1962 nous a en effet imposé sa version des événements. Une version qui bien sûr l'arrange. Qui est mystificatrice et mythificatrice. Qui transforme le 1^{er} novembre en événement fondateur de la nation algérienne, dépréciant ainsi l'action des partis qui ont précédé le F.L.N. et donc le pluralisme politique. Qui magnifie la paysannerie au détriment des classes urbaines.

C'est ainsi, tous les régimes totalitaires en sont conscients jusqu'à l'obsession, la connaissance du passé est fondamentale pour la compréhension du présent et celui qui s'approprie cette connaissance détient de ce fait les clefs de l'avenir. Aussi, en Algérie comme ailleurs, ces régimes mettent un zèle, à nul autre pareil, pour imposer leur vision du passé, pour empêcher que d'autres versions voient le jour et pour réécrire carrément l'histoire à leur manière.

Dans ces conditions, la parution d'un livre comme celui de Mohamed Harbi est d'une extrême

importance pour tous ceux, Algériens en tête, qui révoltés par le présent cherchent à bien le comprendre pour lui faire éclater la tête au soleil d'un avenir autre. Il leur fournit l'arme suprême de la connaissance du passé et donc la compréhension du présent. Ce bouquin, en effet, et c'est rare, est exemplaire aussi bien sur le fond que sur la forme.

Sur le fond, il nous explique que le F.L.N. n'est pas tombé du ciel un beau soir de 1954. Qu'il est, en revanche, la résultante d'une longue histoire qui est celle du nationalisme algérien. Qu'il doit tout ou presque au messalisme et en particulier à « la victoire du messalisme sur le réformisme, qui a libéré les forces radicales et ouvert la voie à la guerre d'indépendance ». De même, il nous explique qu'en « rejetant dès novembre 1954 toute alliance avec le messalisme, pour contracter plus tard une entente avec les centralistes, l'U.D.M.A et les « uluma », la fraction dominante du F.L.N., compromet tout approfondissement de la révolution » et que cela est logique avec une démarche « privilégiant la révolution par en haut ».

Bref, Mohamed Harbi nous conte, force détails à l'appui, l'histoire du F.L.N. Il la replace dans son contexte. Il nous permet de comprendre comment la bureaucratie qui règne aujourd'hui s'est créée ; pourquoi elle tient à minimiser ou à nier ses origines en évacuant tout ce qui date d'avant le 1^{er} no-

vembre 1954 ; pourquoi elle a mythifiée le rôle de la paysannerie dans sa vision de la guerre et de la révolution ; et pourquoi, par la logique du parti unique, elle a échoué là où elle ne pouvait qu'échouer, c'est-à-dire dans le ghetto de l'exercice du pouvoir par l'armée.

Au niveau de la forme, ce bouquin est également plein de qualités. Les chapitres qui le constituent — l'événement du 1^{er} novembre (son cadre, sa réalité, les réactions qu'il a suscitées), les origines immédiates du 1^{er} novembre, les fondements du conflit franco-algérien, la renaissance de l'Algérie, le triomphe des indépendantistes, le 1^{er} novembre comme représentations... — s'inscrivent en toute logique et en toute clarté dans un raisonnement et une manière bien particulière d'aborder l'histoire. De plus, il est ponctué de cartes, de chronologies, de biographies ; et ce qui ne gêne rien, il est bien écrit.

On l'aura donc compris, ce livre (1) est vraiment à lire. C'est une des meilleures approches existantes de la révolution algérienne, ou plus exactement de la lamentable réalité de la pseudo-révolution algérienne. C'est donc un outil de premier ordre pour ceux qui feront un jour la révolution en Algérie.

Jean-Marc Ragnaud

(1) « 1954 : la guerre commence en Algérie », Mohamed Harbi, édité. Complexe, en vente à la librairie du Monde libertaire, 35 F.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 17 janvier :
« Attention fragile » (10 h à 12 h) : l'association Ecole et tiers monde.
« Du coin des marmites » (12 h à 14 h) : les « gastrosophes » ont la parole.
« De bouche à orteils » (14 h à 16 h) : « Les mots sont de la musique » avec Gilles Elbaz.
« Jazz en liberté » (22 h à 1 h) : jazz européen.

• Vendredi 18 janvier :
« Joui-science » (12 h à 13 h 30) : des mythes aux sciences.
« L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : Gérard Soulier, de la Ligue des droits de l'homme, parlera de l'univers carcéral et de la revue *Passerelles*.

• Samedi 19 janvier :
« Le Père peinarde » (11 h à 12 h) : Idées sur l'organisation sociale, avec Paul Chenard et Robert Guerin.
« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : émission animée par des militants anarcho-syndicalistes : dossier sur le syndicalisme dans les entreprises d'intérim.
« Près du radiateur » (18 h à 19 h) : émission d'actualité lycéenne : les squatts à Paris et à Lyon.

• Dimanche 20 janvier :
« Folk à lier » (12 h à 14 h) : spécial musique celtique.

• Mardi 22 janvier :
« Le magazine pour rire » (14 h à 18 h) : animé par Louis Capart.
« 01 Anarchie » (18 h à 20 h) : la Coordination des informaticiens libertaires.
« Prisons » (20 h à 22 h 30) : émission sur l'enfermement, reçoit le Comité abolitionniste.

• Mercredi 23 janvier :
« Blues en liberté » (14 h à 16 h) : le blues en Europe.
« Parole à la C.L.E. » (17 h à 18 h 30) : l'éducation libertaire (suite).
« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h) : l'alimentation liquide et gazeuse.

C.F.D.T. : UN SYNDICALISME A GÉOMÉTRIE VARIABLE

TRISTE bilan que celui que l'on peut tirer de cette année syndicale. Les festivités du centenaire de la légalisation des syndicats n'auront pas été marquées par un feu d'artifice d'actions et de revendications...

Il en est de la C.F.D.T. comme des autres, et peut-être plus encore, dans la mesure où cette organisation s'est engagée dans un changement d'orientation général. Finies les références au socialisme autogestionnaire et à la planification démocratique définie par le congrès de 1970. Archaïsmes que tout cela ! Les débats du comité national d'avril ont été comparés à des obsèques qui devraient être célébrées au congrès de Bordeaux.

Il faut adapter notre syndicalisme, dit-on dans le mensuel confédéral de Belleville. D'accord, mais l'adapter à quoi ? S'agit-il de revoir le fonctionnement de structures sclérosées et inadaptées et d'aller vers un renforcement de l'interprofessionnel permettant de mieux prendre en compte les problèmes nouveaux liés à la multiplication de petites entreprises et au développement continu du chômage ? Pas du tout. Alors que dans les discours on continue à affirmer cette priorité à l'emploi, la réflexion de la confédération n'a toujours pas conduit à prendre des décisions pour faciliter la syndi-

calisation des chômeurs dans les unions départementales et locales.

En revanche, on songe à conférer aux seules unions régionales, superstructures aussi éloignées de la réalité et des adhérents que peuvent l'être les fédérations, ce qui était jusqu'à présent de la compétence des unions départementales.

Non, cette adaptation a d'autres objectifs : elle vise à adapter le syndicalisme à la société capitaliste de marché, à lui assigner un rôle différent qui découle directement de l'acceptation du système en place.

Mais, il n'est pas certain que cette évolution puisse se faire sans douleur. Déjà les propositions confédérales ont été singulièrement édulcorées après les débats du comité national d'avril et chacun se souviendra bien sûr des réactions de la base sur l'accord concernant la flexibilité de l'emploi. Quel camouflet pour la direction confédérale, annonçant qu'elle émettait un avis favorable et contrainte quelques jours plus tard de renoncer à signer devant une levée de boucliers quasi générale.

Edmond Maire s'en explique dans *Syndicalisme-Hebdo* du 3 janvier 1985. Il considère que cette volte-face n'est que la meilleure preuve de la réalité du fonctionnement démocratique de la confédération. C'est vrai, rien n'obligeait la confédération à reculer aussi vite et

la démocratie a fonctionné. Il n'empêche que le bureau confédéral n'avait pas prévu des réactions d'une telle ampleur. C'est bien de respecter la voix de la démocratie, mais cela n'élève rien au constat suivant : prêt à tout parier sur un avenir incertain et convaincu qu'il faut prendre des risques pour « innover », le bureau confédéral était prêt à lâcher la proie pour l'ombre, à renoncer à des garanties importantes en échange de vagues promesses patronales, tandis que la masse des militants a compris très rapidement qu'il n'y avait rien de bon à retirer d'un tel accord.

Certains journalistes ont cru bon de relever que les réactions de rejet sont venues, non de la base proprement dite, mais des militants de « niveau intermédiaire », c'est-à-dire les responsables d'unions départementales, d'unions locales et de syndicats. Il est certain que ceux-ci sont les mieux placés pour exprimer leur point de vue puisqu'ils sont le plus souvent mandatés pour cela ; ce qui n'exclut nullement que les réactions aient été aussi vives, bien que plus lentes à remonter, à la base. Qu'on aille demander à n'importe quel délégué syndical de P.M.E. s'il est prêt à renoncer à exercer son mandat pour développer l'emploi...

A quelques mois du congrès confédéral, l'équipe du bureau confédéral aura fort à faire pour

présenter aux congressistes un projet cohérent et acceptable par une majorité.

Le courant de l'année 1984 aura aussi été l'occasion de constater que l'opposition interne à la C.F.D.T. ne s'était pas désagrégée comme certains le prédisaient. Les mauvais esprits auront pu aussi s'apercevoir que cette opposition n'était pas aussi monolithique que la confédération voulait la présenter. Le « pamphlet de Pancho Villa », entre autres, a montré que les opposants à la confédération n'enten-

daient pas se laisser manipuler de l'extérieur, tandis que les critiques exprimées publiquement par des structures C.F.D.T. (Région Basse-Normandie et fédération Hacutex) montraient l'ampleur des mécontentements suscités par la nouvelle ligne de la C.F.D.T.

Alors en 1985, arrêtons là la flexibilité... des positions de la C.F.D.T. et adaptons la à la réalité vécue par les travailleurs et non aux soucis du gouvernement et du patronat.

Alain Sauvage



Sortie de congrès.

KRASUCKI ENCORE ET TOUJOURS

« **N**OUS commentons rarement ce que dit M. Krasucki », a déclaré dernièrement le C.N.P.F., suite aux dernières déclarations du secrétaire général de la C.G.T. Il y a pourtant du pain sur la planche... Entre l'article à la une de *L'Humanité* du 7 janvier et la conférence de presse du 10, Krasucki n'a pas ménagé sa salive !

Notons au passage que le secrétaire général de la Confédération générale du travail s'exprime dans les colonnes d'un quotidien communiste juste avant les travaux de la commission exécutive à Montreuil. On a beau clamer partout que la C.G.T. est indépendante de toute force extérieure, il faut bien montrer que le parti, même s'il a subi des déboires, doit toujours avoir le rôle dirigeant !



Pour la grève générale ?

Ouvrons une parenthèse polémique : il importe aux militants sincèrement syndicalistes qui sont à la C.G.T. de combattre idéologiquement l'idée simpliste selon laquelle la C.G.T. est aujourd'hui seule à se battre, dans la C.G.T. seuls les communistes sont sur les barricades ! Thèse démentie par des militants communistes eux-mêmes. Mais revenons à nos moutons et aux déclarations officielles du secrétaire de la C.G.T.

Tapons sur le clou

Reprenant certains accents syndicalistes révolutionnaires du début du siècle, Henri Krasucki parle de plus en plus de grève générale. Que ce soit au *Figaro* ou dans les colonnes de *L'Huma*, il déclare que rien

ne sera fait sans les travailleurs, que la C.G.T. ira aussi loin qu'ils veulent aller. Singulier changement pour ceux qui se souviennent de 68 où il fallait contenir les « éléments » étrangers à la classe ouvrière.

Maintenant la C.G.T. est prête à « prendre avec les travailleurs les décisions qui s'imposent ». La centrale de la porte de Montreuil mesure-t-elle vraiment l'importance de son recul ou hypothèque-t-elle sur l'avenir ? Dans l'article de *L'Humanité* du lundi 7 janvier, que certains définissent comme exclusivement destiné aux militants (1), Henri Krasucki se campe sur le refus de la signature sur la flexibilité pour en appeler à la mobilisation. Ce qu'il cherche, c'est à réveiller les ardeurs combattives face à trois ans de valse-hésitation tant que le P.C. était présent au gouvernement. Quand en 81 la gauche accédait au pouvoir d'Etat, la C.G.T. jugeait ça plutôt bien. Maintenant l'air sent le soufre : « Nous avons sonné le tocsin il y a un an. Nous avons appelé à mettre le paquet cet été. Aujourd'hui nous disons : le paquet c'est vraiment tout ce que nous avons dans le cœur et le ventre. »

Pourquoi pas une grève générale ? Telle est la question posée à haute voix devant l'opinion publique par le secrétaire général de la C.G.T. On pourrait lui répliquer que si la grève générale était à l'ordre du jour confédéral au début du siècle, elle ne semble aujourd'hui n'être qu'un jouet publicitaire du syndicalisme déclinant... Pourtant, Krasu met plein gaz, il se déclare prêt à l'unité la plus large, avec les travailleurs d'abord, puis aussi « avec les syndicalistes de tous bords qui ne veulent pas avoir à dire un jour : j'ai manqué une grande occasion parce que je ne suis pas allé aussi loin que j'aurais pu et qu'il aurait fallu, en laissant tomber toutes les

préventions, les petites querelles subalternes ». Les responsables syndicaux savent retrouver les accents vibrants de l'unité à la base quand il le faut. Dont acte. Mais au-delà du discours, que révélera la réalité sociale ?

De la coupe aux lèvres

« On a gagné » pouvait être le slogan cégétiste de la fin de l'année 84 si l'on confond dans les sphères syndicales négociations sur le tapis vert et lutte de classes. Le front syndical de refus face à la flexibilité a fait croire à la C.G.T. qu'elle se trouvait à la tête d'un mouvement de masse de mécontentement, alors que pour des raisons peut-être non syndicales elle avait été à l'amorce d'un mouvement de réflexion syndical. « Une victoire authentique pour les travailleurs » est à la mode à Montreuil. « On a sauvé les meubles » serait plus juste.

1985 sera-t-il comme en appelle Louis Viannet du bureau confédéral « un grand millésime de l'action » ? Pour cela il aurait fallu que l'ensemble de la C.G.T. reste fidèle à un syndicalisme qui ne compte que sur la mobilisation des travailleurs pour défendre leurs intérêts. Vouloir revenir à des discours « classe contre classe » est dur à concrétiser dans la réalité quand on a clamé haut et fort qu'après mai 81 il fallait que le syndicalisme devienne propositionnel...

Avis aux travailleurs combattifs : la C.G.T. veut la grève générale ! Mais les travailleurs ont en mémoire reculades et démissions. De toute façon, on ne juge que sur pièces.

F. Bernard

(1) Entérinant ainsi de fait que les « vrais militants » de la C.G.T. lisent régulièrement « *L'Huma* ».